



MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE - OF
Montreal

Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions \$2 a year

Payables d'avance
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit:

"La Gazette Municipale"

Bureau de Poste: 917 ou 25 rue St-Gabriel, Montréal.

Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit:

"La Gazette Municipale"

Hôtel de Ville, — Montréal

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows:

"The Municipal Gazette"

Post Office Box: 917 or 25 St. Gabriel St., Montreal

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows:

"The Municipal Gazette"

City Hall, — Montreal

TELEPHONE MAIN 4240

REGLEMENT No. 379.

Règlement amendant le règlement No 33 intitulé "Règlement concernant les Chiens."

(ADOPTÉ LE 22 JUIN 1908)

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-deuxième jour de juin mil neuf cent huit, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: M. l'échevin N. Lapointe, maire suppléant, au fauteuil; MM. les échevins L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, O'Connell, Couture, Lavolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Section 1.—Les sections 1, 2 et 3 du règlement No. 33 sont abrogées et remplacées par la suivante:

"Tout propriétaire de chien et toute personne qui gardera ou permettra qu'il soit gardé un chien, dans la Cité de Montréal, devra, chaque année, le ou avant le vingtième jour de Mai, le faire enregistrer, numéroter et licencier, pour une année, à compter du premier jour de Mai, dans le bureau du trésorier de la Cité (département des licences), et devra lui faire porter un collier auquel sera attachée une plaque métallique fournie par la Cité et portant le millésime de l'année pour laquelle la licence a été payée, ainsi qu'un numéro correspondant avec celui du registre tenu dans ledit département des licences; et ledit propriétaire ou personne ayant la garde d'un chien paiera pour cette licence qui sera sujette aux dispositions du règlement concernant les contributions foncières, les taxes et les permis (licences), le prix mentionné dans ce règlement."

Section 2.—Les sections 4 et 5 dudit règlement No 33 sont abrogées et remplacées par la suivante:

"Il sera du devoir du surintendant de Police, à compter du premier jour de juin, de faire détruire tout chien trouvé errant dans la Cité, qui ne sera pas licencié et muni d'un collier suivant la disposition précédente, mais il pourra, s'il le juge à propos, au lieu de faire détruire tel chien, le faire conduire à un enclos public et l'y faire garder pendant trois jours entiers, au cours desquels son propriétaire ou gardien pourra en reprendre possession, sur paiement au gardien de l'enclos d'une somme de cinquante centins

BY-LAW No. 379.

By-Law to amend By-Law No. 33 entitled "By-Law concerning Dogs."

(ADOPTED THE 22nd JUNE 1908).

At a special meeting of the City Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this twenty-second day of June, one thousand nine hundred and eight, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: Alderman N. Lapointe, acting mayor, in the chair; Aldermen L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, O'Connell, Couture, Lavolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

Section 1.—Sections 1, 2 and 3 of by-law No. 33 are repealed and replaced by the following:

"Every owner of, and every person who keeps a dog, or who allows a dog to be kept, in the City of Montreal, shall annually, on or before the twentieth day of May, cause it to be registered, numbered and licensed, for one year, from the first day of May, in the office of the City Treasurer (License Department), and shall cause it to wear a collar, to which shall be attached a metallic plate provided by the City and bearing the figures indicating the year for which the license has been paid and a number corresponding with that of the register kept in the said License Department; and the said owner or keeper shall pay for such license, which shall be subject to the provisions of the by-law concerning assessments, taxes and licenses, the price mentioned in said by-law."

Section 2.—Sections 4 and 5 of the said by-law No. 33 are repealed and replaced by the following:

"It shall be the duty of the superintendent of Police, from and after the first day of June, to cause any dog found running at large in said City, not licensed and collared according to the foregoing provision, to be destroyed, but he may, at his discretion, instead of causing such dog to be destroyed, cause it to be impounded in a public pound, and there kept for the space of three full days, during which the owner of said dog or its keeper may recover the same on payment of the license to the City Treasurer, and on payment to the Pound keeper of

pour chaque jour de la détention dudit animal. S'il n'est pas réclamé durant cet espace de temps, ledit chien pourra être détruit, ou vendu par la Cité à son propre bénéfice, ou par toute personne ou société, dûment autorisée par le Conseil de la Cité à agir en son nom."

Section 3.—La section 11 dudit règlement No 33 est abrogée et remplacée par la suivante:

Penalité

"Sect. 11.—Quiconque contreviendra à quelque'une des dispositions du présent règlement sera, sur conviction de telle offense devant la Cour du Recorder de la Cité de Montréal, passible d'une amende avec ou sans frais, et à défaut du paiement immédiat de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas, d'un emprisonnement; le montant de ladite amende et le terme dudit emprisonnement seront fixés par ladite Cour du Recorder, à sa discrétion; mais ladite amende n'excèdera pas quarante dollars et l'emprisonnement ne sera pas pour une période de plus de deux mois de calendrier, ledit emprisonnement, cependant, devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite Cour du Recorder sur paiement de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas, et si l'infraction à ce règlement est réitérée, cette récidive constituera, jour par jour, après sommation ou arrestation, une offense séparée."

OPINIONS LEGALES

Description et enregistrement des rues, etc., des municipalités annexées à la Cité

DEPARTEMENT EN LOI.

Montréal, le 30 juin 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission de la Voirie.

Messieurs,

Par résolution de votre Commission, en date du 16 juin courant, le Département en Loi fut requis de donner son opinion sur la question de savoir si l'article 410 de la charte de la Cité, concernant la description et l'enregistrement des rues, etc., s'appliquait aux municipalités récemment annexées.

Nous avons l'honneur de déclarer que les municipalités ou parties de municipalités récemment annexées à la Cité sont, depuis leur annexion, comprises dans le territoire de ladite Cité, et soumises à la juridiction de cette dernière, pour les fins municipales et de Police, et pour l'exercice de tous les pouvoirs à elle conférés par sa charte.

Nous sommes d'opinion que l'art. 410 de la charte s'applique à tout le territoire de la Cité, sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les anciens quartiers et ceux qui ont été récemment annexés.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en chef de la Cité.

(Pour les Avocats de la Cité).

Droit de la Cité de déterminer la dimension des tuyaux à eau à être posés dans ses limites par la "Montreal Water & Power Co."

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 2 juillet 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

Par résolution adoptée par votre Commission, le 26 juin dernier, nous avons été requis de donner notre opinion pour savoir si, d'après les contrats passés entre la Cité et

the sum of fifty cents for each day that the dog shall have been kept in the pound. If not redeemed within that time, such dog may be destroyed, or sold by the City for its own benefit, or by any person or society duly authorized by the City Council to act in its behalf."

Section 3.—Section 11 of said by-law No. 33 is repealed and replaced by the following:

Penalty.

"Sect. 11.—Any person violating or contravening any of the provision of the present by-law shall upon conviction thereof before the Recorder's Court of the City of Montreal, be liable to a fine with or without costs, and in default of immediate payment of said fine or of said fine and costs as the case may be, to an imprisonment, the amount of said fine and the term of said imprisonment to be fixed by said Recorder's Court, at its discretion; but such fine shall not exceed forty dollars, and the imprisonment shall not be for a longer period than two calendar months; the said imprisonment, however, to cease at any time before the expiration of the term fixed by the said Recorder's Court, upon payment of the said fine, or fine and costs, as the case may be, and if any infringement of this by-law be repeated, such repetition shall, day by day, constitute, upon summons or arrest, a separate offence."

LEGAL OPINIONS.

Description and Registration of Streets, etc., in the Municipalities annexed to the City.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, June 30th, 1908.

To the Chairman and Members of the Road Committee.

Gentlemen,

By resolution of your Committee, dated the 16th of June instant, the Law Department was asked to give their opinion as to whether article 410 of the City charter, concerning the description and registration of streets etc., applied to municipalities recently annexed.

We beg to state that municipalities recently annexed to the City are, since their annexation, included in the territory of the said City, and subject to the jurisdiction of the latter, for municipal and Police purposes, and for the performance of all powers conferred by its charter.

We are of opinion that art. 410 of the charter applies to the whole territory of the City without any distinction between the old wards and those recently annexed.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney,
(For the City attorneys).

Right of the City to determine the dimension of Water Pipes to be laid within its limits by the Montreal Water & Power Co.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 2nd, 1908.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen,

By resolution adopted by your Committee, the 26th of June last, we were asked to give our opinion as to whether, according to contracts passed between the City and the

la "Montreal Water & Power Co.", en 1903 et en 1907, ainsi que ceux existant entre la Compagnie et les municipalités qui ont été annexées, la Cité de Montréal a le droit, lorsqu'elle ordonne à ladite Compagnie de poser des tuyaux à eau, de déterminer la dimension que ces tuyaux devront avoir.

À la question contenue dans la résolution ci-dessus, nous avons l'honneur de répondre comme suit:

Relativement à Ste-Cunégonde, à St-Henri et à Notre-Dame-des-Neiges, d'après les contrats intervenus entre la "Montreal Water & Power Co." et ces municipalités avant leur annexion à la Cité, nous sommes d'avis que cette dernière n'a pas le droit, lorsqu'elle donne ordre à la Compagnie de poser des tuyaux à eau, de déterminer le diamètre ou encore la dimension qu'ils devront avoir.

En ce qui concerne cette partie du territoire de la Cité comprise dans les limites de la ci-devant ville de la Côte St-Louis, nous sommes d'opinion que, d'après le contrat passé devant John Fair, N.P., le 8 octobre 1891, entre ladite ville de la Côte St-Louis et la "Montreal Water & Power Co.", les tuyaux à eau à être posés par ladite Compagnie doivent être de la dimension déterminée par l'ingénieur nommé par la municipalité, selon les besoins de la localité, pourvu néanmoins que ces tuyaux n'aient pas moins de quatre pouces de diamètre et qu'ils soient en fonte de première qualité.

Maintenant, en référant au contrat de 1903 et à celui de 1907, on constate que, dans le premier, à la section 12, il est stipulé que les tuyaux à eau principaux (*mains*) à être posés devront être d'une dimension suffisante pour donner un service efficace, tant au point de vue de l'eau à être fournie aux citoyens, qu'à celui de la protection contre le feu et de l'arrosage des rues, le tout en conformité aux dispositions du contrat existant, ce qui, dans notre humble opinion, veut dire que la disposition contenue dans le contrat du 8 octobre 1891, et auquel il est référé plus haut, n'a pas été modifiée, mais qu'elle a encore pleine force et effet. Nous nous permettrons cependant de faire observer que ce dernier contrat ne concerne que les citoyens du quartier St-Denis, compris dans les limites de la ci-devant ville de la Côte St-Louis.

Quant au contrat de 1907, il ne contient aucune stipulation relative au diamètre que devront avoir les tuyaux à eau à être posés par la Compagnie. La seule clause se rapportant à la suffisance des tuyaux est la clause 10, laquelle se lit comme suit:

"Ladite Compagnie, lorsqu'elle en sera requise par la Ville, devra poser des tuyaux à eau principaux (*mains*) d'une capacité suffisante, d'après le surintendant du service de l'Aqueduc de Montréal, pour donner la pression nécessaire aux extincteurs automatiques érigés dans le territoire de la Cité alimenté par la Compagnie. La disposition ci-dessus aura aussi force et effet dans la municipalité avoisinante alimentée par la Compagnie, aussitôt après l'annexion d'icelle à la Ville de Montréal et en autant que la chose sera possible."

Ainsi, la seule obligation de la Compagnie est de poser des tuyaux à eau principaux (*mains*) d'une capacité suffisante, d'après le surintendant du service de l'Aqueduc de Montréal, pour donner la pression nécessaire aux extincteurs automatiques érigés dans le territoire de la Cité et alimentés par la Compagnie, cette disposition s'appliquant non seulement au quartier St-Denis, mais à tous les quartiers où l'eau est fournie par la "Montreal Water & Power Co." ainsi qu'aux territoires où l'eau est fournie par la même Compagnie et qui seront annexés à la Cité de Montréal.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et avocat en chef de la Cité.

(Pour les avocats de la Cité).

Montreal Water & Power Co., in 1903 and 1907, as well as those existing between the Company and the municipalities now annexed, the City of Montreal has the right when ordering said Company to lay water pipes, to fix the dimensions of said pipes.

To the question contained in the above resolution, we beg to answer as follows:

As regards Ste. Cunégonde, St. Henry and Notre-Dame-des-Neiges, according to the terms of contracts passed between the Montreal Water & Power Co., and the said municipalities, previous to their annexation to the City, we are of opinion that the City has no right, when ordering the Company to lay water pipes, to determine their dimensions.

Concerning that part of the City territory included within the limits of the former town of Côte St. Louis, we are of opinion that, according to the contract passed before John Fair, N.P., on the 8th of October 1891, between the town of Côte St. Louis and the Montreal Water & Power Co., the pipes to be laid by the Company were to be of the dimensions determined by the engineer appointed by the municipality, according to the requirements of the locality, provided however, that the said pipes were not less than four inches in diameter and were made of the best iron.

Now, by referring to the contract of 1903 and to that of 1907, we see that in the first, in section 12, it is stipulated that the mains to be laid should be of sufficient dimensions to give an effective service for the supply of water to citizens and for fire protection and the sprinkling of streets, the whole in conformity to the provisions of the existing contract, which, in our humble opinion, means that the provision contained in the contract of the 8th October 1891, above referred to, has not been modified but has still full force and effect. We shall however, take the liberty to advise your Committee that this last contract concerns only the citizens of St. Denis ward, included within the limits of the former town of St. Louis.

As to the contract of 1907, it contains no stipulations concerning the diameter of pipes to be laid by the Company. The only clause in reference to the sufficiency of pipes is clause 10, which reads as follows:

"The said Company, whenever required to do so by the City, shall be held to lay mains of a sufficient capacity at the discretion of the superintendent of the Water department of Montreal, to give the necessary pressure for automatic sprinklers erected within the territory of the City supplied by the said Company. The above provision shall also have force and effect in the adjoining municipality supplied by the Company immediately after the annexation thereof to the City of Montreal in so far as the same may be applicable thereto."

Thus, the only obligation of the Company is that of laying main pipes of a sufficient capacity, at the discretion of the superintendent of the Water department, to give the necessary pressure for automatic sprinklers erected within the territory of the City, supplied by the Company, this provision applying not only to St. Denis ward, but to all the wards where water is supplied by the Montreal Water & Power Co., as well as to territories where water is supplied by the same Company and which will be annexed to the City of Montreal.

We have the honor to be, gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and chief City attorney,

(For the City Attorneys).

Reclamation de la Cie des Tramways, pour déplacement de sa voie rue Ste-Catherine

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, le 3 juillet 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

Votre Commission, à sa séance du 26 juin dernier, après avoir pris communication d'une opinion des avocats de la Cité, au sujet de la réclamation de la Cie des Tramways pour avoir déplacé et remplacé sa voie, rue Ste-Catherine, entre les avenues DeLorimier et Papineau, a adopté une résolution demandant à ces derniers de compléter leur opinion en annexant certains documents dont la lecture fut donnée séance tenante.

La principale pièce sur laquelle l'attention des avocats de la Cité est attirée, est celle qui se rapporte à l'installation d'une voie temporaire sur la rue DeMontigny, et sur communication d'une lettre du secrétaire de la Commission de la Voirie déclarant qu'il n'y a jamais eu de résolution de la susdite Commission au sujet de l'enlèvement des rails de la Cie des Tramways, rue Ste-Catherine, et au sujet de la pose d'une voie temporaire, rue DeMontigny.

Ayant pris en considération les divers documents qui accompagnent la résolution de votre Commission du 26 juin dernier, nous avons l'honneur de faire rapport que nous réitérons notre opinion du 26 juin, que la Cité est responsable pour le coût de la pose à nouveau des rails de la Compagnie des Chars Urbains qui ont été déplacés par suite de la construction d'un égout sur la rue Ste-Catherine, attendu que l'inspecteur de la Cité a autorisé le déplacement de la ligne des tramways, par sa lettre du 6 novembre 1905, adressée à M. Duncan MacDonald, gérant de la Cie des Chars Urbains.

En ce qui concerne l'installation d'une voie temporaire sur la rue DeMontigny, nous sommes d'avis que les explications contenues dans la lettre de l'inspecteur de la Cité, en date du 23 juin, adressée à l'assistant-greffier de la Cité, n'impliquent aucune autorisation dudit inspecteur ni de la Commission de la Voirie à ladite Compagnie de construire une ligne temporaire sur la rue DeMontigny, de l'avenue Papineau à l'avenue DeLorimier, et en conséquence la Cité n'est pas responsable du coût de telle voie temporaire.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et avocat en chef de la Cité.
(Pour les avocats de la Cité).

No 2526.—Poirier et al. vs La Cité et Bagg

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 3 juillet 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance le jugement rendu, le 2 juin dernier, dans l'importante cause ci-dessus par lequel les héritiers Poirier ont été déboutés des fins de leur demande contre la Cité, avec dépens.

Il s'agit, dans l'espèce, d'une poursuite dans laquelle certains héritiers Poirier se prétendaient les propriétaires des terrains occupés par la Ferme Fletcher, expropriés par la Cité pour l'agrandissement du parc Mont-Royal, et dont le montant en litige peut être estimé approximativement à environ un million de dollars. Le jugement en question affecte également trois autres poursuites semblables instituées par trois autres branches de la même famille, lesquelles sont restées en suspens en attendant le résultat de la présente poursuite.

La Cité a appelé en garantie la Succession Bagg qui détenait la propriété lors de l'expropriation plus haut mentionnée.

The Street Railway's Claim for displacing their track, on Ste. Catherine street.

LAW DEPARTEMENT.

Montreal, July 3rd, 1908.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen,

Your Committee, at its meeting of the 26th June last, after having taken communication of an opinion from the City attorneys concerning the Street Railway's claim for displacing and replacing their tracks on Ste. Catherine street, between DeLorimier and Papineau avenues, adopted a resolution asking the City attorneys to complete their opinion by annexing to said resolution certain documents which were read during the sitting.

The main document, upon which the City attorney's attention was drawn, is that relative to the laying of a temporary track on DeMontigny street, and to a letter of the Road Committee's secretary stating that no resolution of said Committee had ever been adopted anent the removal of rails on Ste. Catherine street, and anent the laying of a temporary track on DeMontigny street.

After having considered the various documents which accompany your Committee's resolution of the 26th June last, we beg to report that we confirm our opinion of the 26th June, that the City is liable for the cost of relaying the Street Railway Co's rails which were displaced on account of the construction of a sewer in Ste. Catherine street, as the City surveyor authorized the displacing of the Railway's track, by his letter dated the 6th November 1905, addressed to Mr. Duncan MacDonald, manager of the Street Railway Co.

As regards the laying of a temporary line on DeMontigny street, we are of opinion that the explanations contained in the City surveyor's letter, dated the 23rd of June, addressed to the asst. City clerk, contained no authorization from the City surveyor nor from the Road Committee to the said Company, for the laying of a temporary line on DeMontigny street, from Papineau to DeLorimier avenue, and therefore, the City is not liable for the cost of such temporary line.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City attorney,
(For the City attorneys).

No. 2526—Poirier et al vs The City and Bagg.

LAW DEPARTEMENT.

Montreal, July 3rd, 1908.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen,

We have the honor to communicate to your Committee the judgment rendered on the 2nd of June last, in the above important case, by which the Poirier heirs' action against the City was dismissed with costs.

In this case, some of the heirs of the Poirier estate, contended they were proprietors of the lands occupied by Fletcher's Field, and expropriated by the City for the extension of Mount-Royal park. The amount at issue may be approximately estimated to about one million dollars.

The judgment in question equally affects three other similar law-suits entered by three other branches of the same family, cases which were left in abeyance, awaiting the result of the present litigation.

The City called in warranty the Bagg estate which was the holder of said property when the expropriation above mentioned took place.

La réclamation des prétendants à la propriété ayant été renvoyée, l'action en garantie de la Cité contre les représentants Bagg a subi le même sort, avec dépens contre la Cité.

Cette poursuite, instituée au mois de juin de l'année 1905, a nécessité un travail considérable et presque constant depuis cette époque, et les recherches occasionnées pour préparer l'instruction de cette cause ont été multiples et coûteuses, l'origine de cette affaire remontant au commencement du dix-huitième siècle.

C'est au cours d'une longue enquête seulement que la Cité a été en mesure de contrôler suffisamment les faits qui pouvaient lui permettre de repousser avec avantage les prétentions des demandeurs; mais elle a dû amender à deux reprises ses premières plaidoiries écrites pour faire concorder la preuve avec ses moyens de défense. Des frais en sont résultés, dont la Cité est responsable vis-à-vis les demandeurs, malgré le succès qu'elle a obtenu.

Les demandeurs ont six mois pour appeler du jugement; ils n'ont pas encore fait connaître leur décision à ce sujet.

La Cité est néanmoins tenue au paiement des frais sur l'action en garantie qui s'élèvent à la somme de \$474.35.

En conséquence, nous avisons votre Commission d'ordonner le paiement de ce dernier mémoire de frais qui est actuellement dû, et nous recommandons à votre Commission d'en autoriser tel paiement, sans préjudice au droit d'appel de la Cité dans l'un ou l'autre cas, savoir: sur les incidents qui ont amené les amendements sur l'action principale, de même que sur l'action en garantie. Dans le cas où les demandeurs se pourvoieraient en appel du jugement rendu contre eux, la Cité aura intérêt à appeler elle-même du jugement qui déboute sa demande en garantie contre les héritiers Bagg.

Les frais auxquels les demandeurs peuvent avoir droit ne sont pas encore taxés. Il se présente quelques objections à ce sujet de la part du greffier, et la question devra être référée au juge.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et avocat en chef de la Cité.
(Pour les avocats de la Cité).

The claim of the pretenders to the property having been rejected, the action in warranty of the City against the representatives of the Bagg estate was also dismissed with costs against the City.

This law-suit taken in June 1905 necessitated considerable and almost continuous work, from that date, and the researches occasioned by the preparing of the investigation of said case were many and costly, the origin of this matter dating back to the beginning of the eighteenth century.

It was only after a long investigation that the City was sufficiently acquainted with the facts to resist the action successfully; but amendments to its first written pleadings were necessitated on two occasions so as to bring the proof into consonance with the allegations of the defence. Costs have resulted therefrom, in favor of Plaintiffs, for which the City is responsible, notwithstanding the success achieved.

Plaintiffs have six months to appeal from said judgment: they have not as yet made known their intention in this connection.

The City, nevertheless, must pay costs in the case in warranty, costs amounting to \$474.35.

Therefore, we advise your Committee to order the payment of the said bill of costs which is now due, and we recommend your Committee to authorize such payment, without prejudice to the right of the City to appeal in one case or the other, to wit: upon the incidents which brought the amendments on the main action as well as on the action in warranty. In case plaintiffs should appeal from the judgment rendered against them, the City's interest will then be to appeal from the judgment dismissing its demand in warranty against the Bagg estate.

The costs, to which plaintiffs are entitled to, have not yet been taxed. There are some objections to the taxation raised by the prothonotary and the matter must be referred to the judge.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and chief City attorney.
(For the City attorneys.)

Commissaires du Port vs "The M. S. Ry. Co'y" et La Cité en garantie

Harbour Commissioners vs The M. S. Ry. Co. and the City in warranty.

DÉPARTEMENT EN LOI.

LAW DEPARTEMENT.

Montréal, 3 juillet 1908.

Montreal, July 3rd, 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Messieurs,

Gentlemen,

Un jugement a été rendu par la Cour Supérieure, le 30 juin dernier, dans la cause ci-dessus, où il s'agit de la voie ferrée placée sur la rue des Commissaires par la Compagnie "Montreal Street Railway", il y a quelques années.

A judgment was rendered by the Superior Court, the 20th of June last, in the above case, concerning the railway track laid on Commissioners street by the Montreal Street Railway Co., some years ago.

Par ce jugement la Compagnie a été condamnée à enlever la voie qu'elle a construite sur la rue des Commissaires, dans les deux mois à compter dudit jugement. La Ville, ayant permis cette construction, a été également condamnée par le jugement à garantir la Compagnie des frais encourus. La difficulté entre les parties remonte à plusieurs années, à cause de l'incertitude du droit de propriété, quant à la partie de la rue des Commissaires sur laquelle se trouve placée la voie ferrée de la Compagnie.

By the said judgment, the Company, was condemned to remove, within two months from date of same, the track it had laid on Commissioners street. The City having granted permission to construct said track was also condemned to guarantee the Company against costs incurred. The difficulty between the parties traces back several years, on account of the uncertainty of the right of property, as to that part of Commissioners street upon which the Company's track was laid.

La Cour s'est basée sur les négociations intervenues à diverses reprises entre la Commission du Port et la Ville de Montréal, pour arriver à un règlement à l'amiable au sujet du droit de propriété sur ce terrain en dispute, ainsi que sur un statut fédéral qui a été interprété comme fixant les limites et les bornes entre le territoire de la Ville et celui du port de Montréal, sur lequel les Commissaires du Port prétendent avoir une juridiction.

The Court has based itself on the negotiations which intervened on several occasions, between the Harbour Commissioners and the City of Montreal, for the purpose of making an amiable settlement, in connection with the right of property of the land in litigation, and upon a federal statute which has been interpreted as fixing the boundaries between the territory of the City and that of the harbour of Montreal, upon which the Harbour Commissioners contend they have jurisdiction.

Nous croyons qu'il y a lieu de reprendre ces négociations interrompues par le procès actuel afin, si possible, d'arriver à une entente entre la Ville de Montréal et la Commission du Port. Dans le cas contraire, il y aura lieu d'avi-

We believe that negotiations interrupted by the present litigation should be resumed, so that, if possible, an agreement could be made between the City of Montreal and the Harbour Commissioners. Otherwise, we shall advise, be-

ser, avant l'expiration du délai de deux mois, soit à déplacer les rails de la Compagnie soit à appeler de la décision rendue en cette cause.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en chef de la Cité.

(Pour les avocats de la Cité).

Réclamation A. & H. Lionais—Terrain au village St-Jean-Baptiste

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 3 juillet 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

A une assemblée de votre Commission, tenue le 26 juin dernier, une lettre de MM. A. et H. Lionais, réclamant le paiement d'un certain terrain vendu, en 1865, à la Corporation du village St-Jean-Baptiste, ayant été soumise et lue, il fut résolu de renvoyer cette lettre du Bureau des Estimateurs et aux avocats de la Cité, pour examiner les titres de cette propriété et faire rapport si la Ville est tenue de payer le montant réclamé.

En réponse aux instructions de votre Commission, nous avons l'honneur de faire rapport que nous avons pris communication de la lettre de MM. Lionais qui prétendent se faire rembourser par la Cité, d'une somme de \$300, avec intérêts à 6% payables le 29 septembre de chaque année, laquelle somme leur serait due en vertu d'un acte de vente en date du 31 octobre 1865, passé devant L.-S. Martin, N.P., à la Corporation du village de St-Jean-Baptiste, pour le prix d'un lot portant le numéro officiel 165, et que la Ville de Montréal serait obligée de payer comme étant aux droits et obligations de la Corporation du village St-Jean-Baptiste.

Nous avons aussi pris connaissance du titre de la propriété en question, déposé chez l'auditeur, et nous constatons que le lot de terre y décrit est le numéro 259 d'un plan préparé par le nommé Régnaud, arpenteur juré, et non pas le numéro 165 indiqué dans le compte des MM. Lionais.

De sorte qu'il nous est impossible de dire s'il s'agit de la même propriété; les renseignements nous manquent aussi pour savoir quand ont été faits les derniers paiements, si toutefois ils ont jamais été faits, par l'ancienne Corporation du village St-Jean-Baptiste, sur l'acte de vente du 31 octobre 1865, invoqué dans le compte de MM. Lionais.

Dans ces circonstances, nous recommandons à votre Commission, avant de donner notre avis sur le mérite de cette réclamation, de renvoyer le compte à MM. Lionais pour savoir s'il s'agit réellement d'un lot officiel portant le numéro 165, sur lequel a été effectué un constitut, ou si c'est sur le lot 259 tel que le comporte le titre invoqué.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs.

L. J. ETHIER,

Procureur et Avocat en chef de la Cité

(Pour les Avocats de la Cité).

"Northern Commercial Telegraph Co." Demande au sujet des câbles souterrains dans les rues de la Cité

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 7 juillet 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission de la Voirie.

Messieurs,

A une assemblée de votre Commission, tenue le 23 juin dernier, la question d'une demande d'approbation de la part de la Compagnie dite "Northern Commercial Telegraph

fore the expiry of the two months delay either to remove the Company's rails or to appeal from the judgment rendered in this case.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and chief City attorney,
(For the City attorneys.)

Claim from A. & H. Lionais anent a piece of land at St. Jean-Baptiste.

LAW DEPARTEMENT.

Montreal, July 3rd, 1908.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen:

At a meeting of your Committee held the 26th of June last, a letter from Messrs. A. and H. Lionais, asking for the payment of a certain piece of land sold to the corporation of the Village of St. Jean-Baptiste, in 1865, having been submitted and read, it was resolved that said letter be referred to the Assessors' Office and to the City attorneys to examine the titles of said property, and report as to whether the City is bound to pay the amount claimed.

Replying to your Committee's instructions, we beg to report that we have taken communication of Messrs. Lionais' letter contending they should be refunded by the City of a sum of \$300 with interests at 6% payable on September, the 29th, each year, which sum they pretend, is due in virtue of a deed of sale, dated the 31st October 1865, passed before L. S. Martin, N.P., to the corporation of the Village of St. Jean-Baptiste, for the price of a lot bearing official number 165, and that the City of Montreal is obliged to pay same as representing the corporation of the Village of St. Jean-Baptiste.

We have taken communication of the title of property in question, filed with the auditors, and we have seen that the piece of land therein described is No 259 of a plan prepared by land-surveyor Régnaud, and not No. 165 mentioned in Messrs. Lionais' account.

Thus, it is impossible for us to say if it is the same property; and besides, we have no information as to when the last payments were made, if they have ever been made, by the former Corporation of the Village of St. Jean-Baptiste, on account of the deed of sale of the 31st October 1865, asked for in the Lionais' claim.

Under these circumstances, we recommend your Committee, before giving our opinion on the merits of said claim, to refer the account to Messrs Lionais so as to ascertain if it was really lot No. 165 upon which a constitutute was made, or if it was on lot 259, as mentioned in the title appealed to.

We have the honor to be, gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney,
(For the City attorneys.)

Northern Commercial Telegraph Co. — Demand anent underground Cables in the streets of the City.

LAW DEPARTEMENT.

Montreal, July 7th, 1908.

To the Chairman and Members of the Road Committee.

Gentlemen:

At a meeting of your Committee, held the 23rd of June last, the question of a demand for approval of a new route, and of a spur line in certain streets of the City, having

Co. Ltd." d'une nouvelle route et d'un embranchement dans certaines rues de la ville, ayant été soumise, il fut résolu que le Département en Loi soit prié de nouveau de donner son opinion sur la question de savoir si, advenant que la Cité de Montréal refuserait à ladite Compagnie de lui indiquer les endroits où poser ses câbles souterrains dans les rues de la Cité, ladite Compagnie peut, en vertu de ses privilèges obtenus des autorités fédérales à Ottawa, passer quand même dans les rues de la Cité de Montréal.

En réponse aux instructions contenues dans la résolution de votre Commission, nous avons l'honneur de faire le rapport suivant:

Nous croyons devoir confirmer l'opinion que nous avons donnée, en date du 22 juin dernier, et nous sommes de plus d'avis qu'advenant le cas où la Cité de Montréal refuserait à ladite Compagnie de lui indiquer les endroits pour poser ses câbles souterrains dans les rues de la Cité, la Compagnie ne peut, en vertu des privilèges qu'elle a obtenus des autorités fédérales, à Ottawa, passer quand même dans les rues de la Cité de Montréal sans obtenir le consentement de la Cité pour placer ses poteaux dans lesdites rues, et faire les travaux pour l'exploitation de lignes de télégraphe électrique ou de téléphone, ou pour exploiter des embranchements ou des prolongements desdites lignes dans les rues de la Cité.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en chef de la Cité,
(Pour les Avocats de la Cité).

been submitted, it was resolved that the Law Department be again requested to give an opinion as to whether, in case the City of Montreal should refuse to indicate to said Company places where to lay its cables under ground in the streets of the City, the said Company could, in virtue of its privileges, obtained from the federal authorities, in Ottawa, pass through the streets of the City of Montreal.

Replying to instructions contained in your Committee's resolution, we beg to report as follows:

We confirm the opinion we gave the 22nd of June last, and we are, moreover, of opinion that, in case the City of Montreal should refuse to point out to said Company where to lay its underground cables in the streets of the City, the Company could not, in virtue of privileges obtained from the federal authorities, at Ottawa, pass through the streets of Montreal, without the consent of the City for the placing of its poles in said streets, and execute the works for the operating of telegraph or telephone lines or for the operating of branch lines or extension of said lines in the streets of the City.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and chief City attorney.
(For the City attorneys).

Pierre Danforth. — Contrat de la Compagnie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal

Danforth Stone. — Contract of the Compagnie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal.

DÉPARTEMENT EN LOI.

LAW DEPARTMENT,

Montréal, 7 juillet 1908.

Montreal, July 7th, 1908.

Au Président et aux Membres de la Commission de la Voirie.

To the Chairman and Members of the Road Committee.

Messieurs,

Gentlemen,

M. R. Brunet, représentant de la Compagnie de Construction et de Pavages Modernes, s'étant présenté devant votre Commission, dans sa séance du 16 juin courant, pour se plaindre que l'inspecteur de la Cité refusait d'accepter la balance d'une commande de pierre Danforth ordonnée l'année passée, pour des travaux de trottoirs permanents non complétés l'an dernier, prétendant que le contrat était expiré, il fut résolu de référer cette question à l'inspecteur de la Cité et au Département en Loi, et d'autoriser l'inspecteur à agir suivant l'opinion donnée par les avocats de la Cité.

M. R. Brunet, representing the Compagnie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal, having appeared before your Committee, at its meeting of the 16th of June instant, to complain that the City surveyor refused to accept the balance of Danforth flags ordered last year, for permanent sidewalks which were not completed last year, contending that his contract had expired, it was resolved that said matter be referred to the City surveyor and to the Law Department, and that the City surveyor be authorized to act according to the opinion which the City attorneys may give.

En réponse aux instructions contenues dans la résolution de votre Commission, nous avons l'honneur de faire rapport que, dans sa séance du 5 septembre dernier, sur proposition de M. l'échevin Giroux, votre Commission résolut que l'inspecteur de la Cité soit prié de donner une commande de 10,000 verges carrées de pierre Danforth à même les crédits votés pour la confection des trottoirs permanents.

Replying to instructions contained in your Committee's resolution, we beg to report that, at its meeting of the 5th of September last, on motion of Ald. Giroux, your Committee resolved that the City surveyor be instructed to order 10,000 square yards of Danforth flags to be charged against appropriations voted for permanent sidewalks.

At its meeting of the 19th of March 1907, Council having considered tenders for certain permanent pavings, for sidewalks, for the season of 1907, adopted the Road Committee's report to award the contract for such works to La Compagnie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal, on conditions and at prices mentioned in the specifications annexed to the resolution of your Committee.

Dans sa séance du 19 mars 1907, le Conseil ayant pris en considération des soumissions pour exécution de certains pavages permanents pour les trottoirs, pour la saison 1907, adopta un rapport de la Commission de la Voirie à l'effet d'accorder ce contrat pour tels travaux à la Compagnie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal, aux conditions et pour les prix mentionnés dans les devis et spécifications annexés à la résolution de votre Commission.

It was in conformity to said contract that the said Company undertook to supply Danforth flags to the City, but the contract could not be completed last year.

C'est en conformité avec ce contrat que la Compagnie en question entreprit de fournir de la pierre Danforth à la Cité, mais le contrat n'a pu être complété au courant de l'année dernière.

After having examined the above documents, we are of opinion that no limited period of time being fixed, for the execution of said works, the contract has not yet expired, and if the appropriations voted for the construction of said permanent sidewalks and more particularly for the payment of the order for 10,000 square yards of Dan-

D'après l'examen des documents ci-dessus, nous sommes d'opinion qu'aucune limite de temps n'étant fixée pour l'exécution desdits travaux, le contrat n'est pas encore expiré, et si les crédits votés pour la confection des trottoirs permanents, et notamment pour le paiement de la commande de 10,000 verges carrées de pierre Danforth à la

Compagnie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal, ne sont pas encore épuisés, l'inspecteur de la Cité peut être autorisé à faire compléter le contrat pour l'exécution des travaux par ladite Compagnie.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et avocat en chef de la Cité.
(Pour les avocats de la Cité).

forth flags to "La Cie de Construction et de Pavages Modernes de Montréal" are not yet exhausted, the City surveyor may be authorized to complete the contract for the execution of said works by the Company.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants,

L.-J. ETHIER,

Counsel and chief City attorney.
(For the City attorneys).

DELIBERATIONS

COMMISSION DE L'INCINERATION

Compte rendu de l'assemblée du 3 juillet

Sont présents: MM. les échevins M. Martin, président, David, Roy, L'Espérance, Nault et Gallery.

1.—Soumise et lue une opinion des avocats de la Cité, au sujet de l'accident arrivé à M. Henri Bonin. Dans les circonstances, le Département en Loi arrive à la conclusion qu'il y aurait grand risque à poursuivre la Cie des chars urbains pour recouvrer la valeur de l'animal qui a été tué lors de cet accident, et que le nommé Henri Bonin ne saurait être tenu responsable des conséquences de cet accident.

Déposée aux archives.

2.—Soumise et lue une lettre des avocats de la Cité, informant la Commission que le contrat existant entre la "Beaver Smelting Co" et la Cité de Montréal, relativement à l'enlèvement des déchets sur la courroie circulaire à l'incinérateur de la Pointe St-Charles, a été annulé du consentement des parties, l'acte d'annulation dudit contrat ayant été signé par le Maire et le greffier il y a environ deux semaines.

Déposée sur le bureau.

3.—Soumise et lue une lettre de M. J.-Bte. Clermont, demandant d'être remboursé de son salaire qu'il a perdu pour, cause de maladie contractée durant l'exercice de ses fonctions.

Un certificat du docteur Charles St-Pierre, de l'hôpital Notre-Dame, accompagne ladite lettre.

Résolu: De lui payer son salaire pour le temps qu'il a perdu.

4.—Soumis et lu un rapport du surintendant, informant la Commission qu'il a fait vendre quatre vieux chevaux à l'encan chez M. P. Vandelaç, et que cette vente a rapporté \$185 moins 10 p.c. de commission pour l'encanteur.

Déposé aux archives.

5.—Soumis et lu un rapport du surintendant, informant la Commission que M. Joseph Trempe, inspecteur du service de l'Incineration, a laissé le service mardi, le 30 juin dernier, pour prendre une autre position dans le service de l'Hygiène.

Déposé sur le bureau.

6.—Soumises et lues deux demandes de MM. E. Héroux et M. Carey pour la position d'inspecteur des rues et ruelles devenue vacante par le transfèrement de M. Joseph Trempe au service de l'Hygiène.

M. l'échevin L'Espérance

Propose: Que M. Michael Cahill soit nommé en remplacement de M. Trempe, comme inspecteur des rues et ruelles, vu qu'il a été inspecteur temporaire pendant plusieurs mois et qu'il a rempli ses devoirs fidèlement.

M. l'échevin Gallery demande la question préalable.

INCINERATION COMMITTEE

Report of meeting held the 3rd of July.

Present: Ald. M. Martin, chairman, David, Roy, L'Espérance, Nault and Gallery.

1.—Submitted and read an opinion from the City attorneys anent the accident which happened to a horse in charge of Mr. Henri Bonin. Under the circumstances, the Law Department came to the conclusion that it would be running a great risk by proceeding against the Street Railway Co. to recover the value of the animal killed in said accident, and that the said Henri Bonin should not be held responsible for said accident.

Filed of record.

2.—Submitted and read a letter from the City attorneys informing the Committee that the contract existing between the Beaver Smelting Co. and the City of Montreal anent the removal of garbage from the endless chain at the Point St. Charles incinerator, was annulled by the consent of parties, the act annulling said contract having been signed by the Mayor and the City clerk, about two weeks ago.

Laid on the table.

3.—Submitted and read a letter from M. J. Bte Clermont asking to be reimbursed his salary for time lost on account of illness contracted while on duty.

A certificate from Dr. Charles St. Pierre, of Notre-Dame hospital, accompanied said letter.

Resolved: That he be paid his salary for the time lost.

4.—Submitted and read a report from the superintendent informing the Committee he had ordered to be sold four old horses by auction by Mr. P. Vandelaç, and that the sale brought \$185, less 10 p. c. commission for the auctioneer.

Filed of record.

5.—Submitted and read a report from the superintendent, informing the Committee that Mr. Joseph Trempe, inspector of the Incineration Committee, had left the Department, Tuesday, the 30th of June last, to accept another position in the Hygiene department.

Laid on the table.

6.—Submitted and read two applications from Messrs. E. Héroux and M. Carey for the position of lane and street inspector which became vacant through the transfer of Mr. Joseph Trempe to the Hygiene department.

Ald. L'Espérance

Moved: That Mr. Michael Cahill be appointed to replace Mr. Trempe as street and lane inspector, as he has already been temporary inspector for several months, and had filled his duties faithfully.

Ald. Gallery demanded the previous question.

La Commission se partage comme suit:
Pour: David, Roy, Nault et Gallery—4.
Contre: L'Espérance—1.
 Alors le vote étant pris sur ladite proposition,
 La Commission se partage comme suit:
Pour: L'Espérance—1.
Contre: David, Roy, Nault et Gallery—4.
 Ainsi ladite proposition est négativée.
 M. l'échevin Nault
Propose: Que M. Michael Carey soit nommé en remplacement de M. Trempe, comme inspecteur des rues et ruelles.

La Commission se partage comme suit:
Pour: L'Espérance et Nault—2.
Contre: David, Roy et Gallery—3.
 Ainsi ladite proposition est négativée.
 M. l'échevin Martin
Propose: Que M. Narcisse Troie soit nommé en remplacement de M. Trempe, comme inspecteur des rues et ruelles.

La Commission se partage comme suit:
Pour: David, Roy, Gallery et Martin—4.
Contre: L'Espérance et Nault—2.
 Ainsi ladite proposition est affirmativée, et il est
Résolu: En conséquence.
 7.—M. l'échevin L'Espérance
Propose: Que M. Michael Cahill remplace M. Narcisse Troie comme journalier du service de l'Incineration.
 M. l'échevin Roy propose en
Amendement: Que le contrôle des journaliers du service de l'Incineration soit laissé à la discrétion du surintendant.

La Commission se partage comme suit sur l'amendement.
Pour: David, Roy et Martin—3.
Contre: L'Espérance, Nault et Gallery—3.
 Ledit amendement est ainsi négativé.
 La motion principale étant mise aux voix,
 La Commission se partage comme suit:
Pour: L'Espérance, Nault et Gallery—3.
Contre: David, Roy et Martin—3.
 Ladite proposition est ainsi négativée.
 M. l'échevin Nault propose, et il est
Résolu: Que MM. les échevins David, Roy et Gallery donnent les trois premières positions qui se produiront dans le service de l'Incineration.

8.—M. l'échevin David adresse des félicitations au surintendant M. J.-Bte. Chenevert, sur l'état de propreté de l'incinérateur à la Pointe St-Charles.
 9.—M. l'échevin L'Espérance propose, et il est
Résolu: Que les plans et devis soumis par M. L.-R. Montbriand, architecte, pour la construction d'une écurie qui devra être érigée à la Pointe St-Charles, soient reçus après avoir amendé ces plans et devis de façon à pourvoir à une construction en bois et brique dure de Montréal avec tuyau à l'eau de 2 pouces au lieu de 1 pouce; que des soumissions soient demandées par la voie des journaux, et que ces soumissions soient reçues vendredi, le 17 du courant, jusqu'à midi, au bureau du greffier de la Cité.

Ajournement.

J.-A. LEMAY,
Secrétaire.

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 3 juillet

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Lavallée, Guay, J.-B.-A. Martin et Fraser.
 1.—Les minutes de la sous-commission des Réclamations, du 2 juillet 1908, sont lues et approuvées.

The Committee divided as follows:
Yeas: David, Roy, Nault and Gallery—4.
Nays: L'Espérance.
 The vote being then taken on the said motion, the Committee divided:

Yeas: L'Espérance—1.
Nays: David, Roy, Nault and Gallery—4.
 So the motion was lost.
 Ald. Nault
Moved: That Mr. Michael Carey be appointed to replace Mr. Trempe, as street and lane inspector.

The Committee divided as follows:
Yeas: L'Espérance and Nault—2.
Nays: David, Roy and Gallery—3.
 So the said motion was lost.
 Ald. Martin

Moved: That Mr. Narcisse Troie be appointed to replace Mr. Trempe as street and lane inspector.
 The Committee divided as follows:
Yeas: David, Roy, Gallery and Martin—4.
Nays: L'Espérance and Nault—2.
 So it was carried and
Resolved: Accordingly.

7.—Ald. L'Espérance
Moved: That Mr. Michael Cahill replace Mr. Narcisse Troie as laborer in the Incineration department.
 Ald. Roy moved in
Amendment: That the control of the Incineration department journeymen be left with the superintendent.

The Committee divided on said amendment:
Yeas: David, Roy and Martin—3.
Nays: L'Espérance, Nault and Gallery—3.
 So the said amendment was lost.
 The main motion being put, the Committee divided as follows:

Yeas: L'Espérance, Nault and Gallery—3.
Nays: David, Roy and Martin—3.
 So it was lost.
 Ald. Nault moved and it was
Resolved: That Ald. David, Roy and Gallery give out the three first positions which shall be opened in the Incineration department.

8.—Ald. David congratulated the superintendent Mr. J. B. Chenevert upon the cleanliness of the Point St. Charles incinerator.

9.—Ald. L'Espérance moved and it was
Resolved: That the plans and specifications submitted by Mr. L. R. Montbriand, architect for the erection of a stable at Point St. Charles, be received, after having amended these plans and specifications in such a way as to provide for erection of a wood and a Montreal hard brick construction, with a 2 inch instead of a 1 inch water pipe; that tenders be called through the newspapers, and that the tenders be received until Friday, the 17th instant, at noon, at the City clerk's office.

Ajourned.

J. A. LEMAY,
Secretary.

FINANCE COMMITTEE

Report of meeting held the 3rd of July.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Lavallée, Guay, J. B. A. Martin, Sadler and Fraser.

1.—The minutes of the sub-committee on Claims, meeting held on the 2nd of July 1908, were read and approved.

2.—Le révérend J.-D. Guay, curé de la paroisse de St-Jean-Berchmans (Rosemont) dont le territoire vient d'être annexé à la Ville, se présente devant la Commission et demande de voter un montant suffisant pour distribuer l'eau à ses paroissiens.

Une lettre du surintendant de l'Aqueduc, demandant un crédit de \$1,500 à cet effet, est alors soumise.

Résolu: De renvoyer cette question à la Commission de l'Aqueduc avec prière de faire rapport.

3.—Soumises des listes de présence des employés des services suivants, pour les mois de mai et juin:

- Contrôleur,
- Licences,
- Revenus et arrérages,
- Evaluateurs.

Résolu: De renvoyer ces listes à la sous-commission du Service municipal.

4.—Soumise une lettre de l'inspecteur des Edifices, déclarant qu'il ne pourra soumettre avant le 6 juin son rapport sur la valeur des propriétés offertes pour un poste de police dans le quartier St-Jean-Baptiste.

Déposée aux archives.

5.—Lue une lettre de MM. Brown Montgomery et McMichael, au nom des créanciers de la liquidation C. Argall, tenant la Ville responsable des matériaux fournis et des travaux exécutés à l'aqueduc.

Résolu: De prier le trésorier de la Ville, le surintendant de l'Aqueduc et le Département en Loi de prendre des mesures afin de protéger entièrement les intérêts de la Ville dans cette affaire.

6.—De la Ligue des Hommes d'Affaires, offrant de vendre des copies du livre "Montreal," publié par ladite Ligue.

Résolu: De prier le secrétaire d'informer ladite Association que la Ville ne peut approuver cette dépense.

7.—Lue une lettre de la Cie de Téléphone Nationale, offrant d'installer son système de téléphone dans la Ville de Montréal.

Déposée sur le bureau.

8.—Sur la recommandation de l'assistant-trésorier de la Ville, il est

Résolu: De biffer des comptes pour le nettoyage de certains trottoirs durant l'hiver 1907-08 vis-à-vis certaines propriétés de la Ville, savoir:

Le marché à Poisson	\$ 22.86
Le marché Bonsecours	123.18
L'Hôtel de Ville	58.88
Les squares	41.29
Le square Jacques-Cartier	13.00
Le Champ-de-Mars	126.80

9.—Les réclamations suivantes, soumises par le trésorier de la Ville, sont renvoyées à la sous-commission des Réclamations:

- (a) de la "Immigration Aid Society," pour exemption de taxes;
- (b) du Bureau de la Commission des Ecoles protestantes, demandant le paiement de la taxe scolaire sur une certaine propriété qui, d'après ses prétentions, a été illégalement exemptée du paiement de la taxe;
- (c) du percepteur des taxes sur stock, au sujet de la taxe sur l'emprunt de £1,000,000 récemment effectué par la Ville.

10.—Le trésorier de la Ville soumet une requête pour bref de *mandamus*, par David Nadel *et al* vs la Ville de Montréal.

Renvoyé au Département en Loi avec prière de comparaître au nom de la Ville si ce bref est contestable.

11.—Soumises des opinions du Département en Loi:

(a) Au sujet des réclamations de M. Charles Bénard, et de MM. Hickey & Aubut, pour travaux exécutés à la caserne No 2, conseillant à la Ville d'attendre le jugement sur l'action instituée par Chs. Bénard contre la Ville.

Résolu: De présenter un rapport en conséquence.

(b) Au sujet de la réclamation de MM. A. et H. Lionais pour le paiement des intérêts sur le prix d'un certain terrain vendu à la Corporation du village St-Jean-Baptiste,

2.—Rev. J. D. Guay, parish priest of St-Jean-Berchmans, (Rosemont), appeared before the Committee and asked that a sufficient amount be voted to distribute water to the residents of his parish, which has been recently annexed to the City.

A letter from the superintendent of the Water Works, asking \$1,500 for this purpose, was then submitted,

And it was

Resolved: To refer the matter to the Water Committee for a report.

3.—Submitted, lists of attendance of the employes of the following departments, for the months of May and June:

- Comptroller,
- Licenses,
- Revenue and Arrears,
- Assessors.

Resolved: That the same be referred to the sub-committee on Civic service.

4.—Submitted letter from Building inspector, stating that he will not be able to submit, before the 6th of June, his report on the value of properties offered for a police station in St-Jean-Baptiste ward.

Filed of record.

5.—Letter from Messrs. Brown, Montgomery & McMichael, on behalf of creditors of Estate C. Argall, holding City responsible for materials supplied and work done on the Aqueduct.

Resolved: That the City treasurer, the superintendent of the Water Works department, and the Law Department be notified of the filing of this claim in order that they may take the necessary measures so as to fully protect the interests of the City in this matter.

6.—Business Men's League, offering to sell copies of the book entitled "Montreal", published by said League.

Resolved: That the secretary be instructed to inform said Association that the City cannot approve of this expenditure.

7.—"Cie de Téléphone Nationale," offering to instal their telephone system in the City of Montreal.

Laid on the table.

8.—On the recommendation of the asst. City treasurer, it was

Resolved: To write of certain accounts for the cost of cleaning sidewalks during winter 1907-08, in front of certain civic properties, viz:

Fish Market	\$22.86
Bonsecours Market	123.18
City Hall	58.88
Squares	41.29
Jacques Cartier square	13.00
Champ de Mars	126.80

9.—The following claims, submitted by the City treasurer, were referred to the sub-committee on claims:

- (a) from the Immigration Aid Society for exemption of taxation;
- (b) the Protestant Board of School Commissioners to be paid, school tax on certain property which, it is alleged, was illegally exempted from taxation;
- (c) from the Stock Tax Collector in connection with the tax on the loan of £1,000,000 recently made by the City.

10.—The City treasurer submitted a petition for a writ of *mandamus* by David Nadel *et al*, vs the City of Montreal.

Referred to the Law Department to appear on behalf of the City if writ is contestable.

11.—Submitted opinions from the Law Department:

(a) Anent claims of Mr. Charles Benard and Messrs. Hickey & Aubut, for work done at No. 2, fire station, advising the City to wait for the judgment on the action taken by Chs. Benard against the City.

Resolved: To report to Council accordingly.

(b) Anent claim of Messrs. A. and H. Lionais, for the payment of interest on the price of a certain piece of land sold to the Corporation of St. Jean-Baptiste Village, in 1865, recommending that said claim be sent back to Messrs. Lionais to ascertain exactly on which lot a *constitut* was effected.

en 1865, recommandant de retourner ladite réclamation à MM. Lionais afin de s'assurer du terrain sur lequel un constitut a été effectué.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport basé sur l'opinion du Département en Loi.

(c) *Re* abolition des barrières de péage et commutation des chemins dans cette partie de Rosemont annexée à la Ville, suggérant de nommer une sous-commission chargée de rencontrer les autorités de la Compagnie du chemin de la Côte St-Michel.

Résolu: D'autoriser la sous-commission des Réclamations à s'occuper de cette affaire et à faire rapport à cette Commission.

(d) *Re* cause 2526, Poirier *et al* vs la Cité de Montréal et la succession Bagg, en garantie, conseillant de payer les frais de l'action en garantie, suivant le jugement de la Cour, mais sans préjudice aux droits d'appel.

Résolu: De recommander le paiement dudit mémoire de frais s'élevant à \$474.35, suivant la recommandation du Département en Loi.

(e) Au sujet du droit de la Ville de déterminer la dimension des tuyaux dont la Ville ordonne la pose dans les limites de la Ville par la "M. W. & P. Co."

Sur proposition de M. l'échevin Lavallée, il est
Résolu: Que ladite opinion soit reçue et qu'une copie d'icelle soit transmise au surintendant de l'Aqueduc.

(f) Au sujet du jugement rendu dans la cause des Commissaires du Port vs la "M. S. R. Co." et la Ville, en garantie, concernant les rails posés sur la rue des Commissaires, suggérant à la Ville de reprendre les négociations avec les Commissaires du Port pour en arriver au règlement de cette question.

Sur proposition de M. l'échevin Lavallée, il est
Résolu: De nommer une sous-commission, composée de M. le président, de M. l'échevin Sadler et du proposeur, qui devra rencontrer les Commissaires du Port à ce sujet, et d'inviter M. le président de la Commission de la Voirie et M. l'échevin O'Connell à assister aux délibérations.

Le greffier de la Ville devra ménager cette entrevue avec les Commissaires du Port, et inviter les avocats et l'inspecteur de la Ville à assister à ladite entrevue.

(g) Au sujet de la réclamation de la Ville contre la "M. S. R. Co." au montant de \$21,489.94, balance du coût de l'enlèvement de la neige en 1907-08, déclarant qu'il a demandé au service de la Voirie un rapport, et, lorsque ce rapport lui aura été remis, il donnera sa réponse à la demande contenue dans la résolution adoptée par cette Commission.

Déposée aux archives.
(h) *Re* réclamation de la "M. S. R. Co." pour l'enlèvement des rails sur la rue Sainte-Catherine, confirmant sa première opinion qui déclare que la Ville est responsable du coût de la pose à nouveau des rails qui ont été déplacés par suite de la construction d'un égout dans la rue Sainte-Catherine, mais qu'elle n'est pas responsable du coût de la construction d'une ligne temporaire sur la rue DeMontigny.

Sur proposition de M. l'échevin Sadler, il est
Résolu: De présenter au Conseil un rapport renvoyant de nouveau à la Commission de la Voirie son rapport du 27 mai dernier, et recommandant de prier l'inspecteur de la Ville d'examiner soigneusement le compte de la "M. S. R. Co." et de déduire de ce compte tout montant chargé pour travaux dont la Ville n'est pas responsable, suivant l'opinion du Département en Loi; et de reviser aussi avec soin les autres item dudit compte afin de constater le montant exact que la Compagnie est en droit de recevoir.

12.—Soumise une lettre de M. J. Lanctôt, offrant de vendre sa propriété, rue St-Laurent, pour y construire une caserne de pompiers.

Renvoyée à l'inspecteur des Edifices avec prière de préparer un rapport sur la valeur commerciale de ladite propriété.

13.—Soumis un rapport du président du Bureau des Evaluateurs, établissant la valeur du terrain, sur la rue Ste-Hélène, en face de la propriété de M. S.-E. Forbes qui demande la permission de se servir d'une partie du trottoir.

Résolu: De renvoyer ce rapport au contrôleur qui devra calculer le montant à charger pour ce privilège, suivant le règlement No 362. Le greffier de la Ville est aussi prié

Resolved: That a report be made to Council in accordance with the opinion of the Law Department:

(c) *re* removal of toll gates and commutation of roads in the portion of Rosemont annexed to the City, suggesting that a sub-committee be appointed to meet the officials of the Cote St. Michel Road Coy.

Resolved: That the sub-committee on claims be authorized to look into this matter and report to this Committee.

(d) *Re* case 2526, Poirier *et al* vs the City of Montreal, and Estate Bagg, in warranty, advising payment of costs of the action in warranty, as per judgment of court, but without prejudice as to the right of appeal.

Resolved: To recommend that said bill of costs amounting to \$474.35, be paid, as per recommendation of the Law Department.

(e) Concerning the right of the City to fix the dimensions of pipes ordered to be laid in the City limits, by the M. W. & P. Coy.

On motion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That said opinion be received and that a copy thereof be transmitted to the superintendent of the Water Works.

(f) *Re* judgment rendered in the case of the Harbor Commissioners vs the M. S. Ry Co. and the City, in warranty, concerning rails laid on Commissioners street, advising the City to reopen negotiations with the Harbor Committee with a view of arriving at a settlement of this question.

On motion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That a sub-committee, composed of the chairman, Ald. Sadler and the mover, be appointed to interview the Harbor Commissioners in this connection, and that the chairman of the Road Committee and Ald. O'Connell, be invited to take part in the deliberation.

The City Clerk to arrange said interview with the Harbor Commissioners, and to invite the City attorneys and the City surveyor to be present.

(g) Anent claim of the City against the M. S. R. Co. for \$21,489.94, balance of cost of snow removal in 1907-08, stating that they have asked a report from the Road department, and, when this report is received, they will give their answer to the demand contained in the resolution adopted by this Committee.

Filed of record.

(h) *Re* claim of M. S. R. Co., for removal of rails on Ste. Catherine street, reaffirming their previous opinion that the City is responsible for the cost of relaying tracks removed for the construction of a sewer in Ste. Catherine street, but that the City is not responsible for the cost of constructing a temporary line on DeMontigny street.

On motion of Ald. Sadler, it was

Resolved: To report to Council referring back to the Road Committee, their report of the 27th May last, and recommending that the City surveyor be instructed to examine carefully the account of the M. S. R. Co., and to deduct whatever amounts are charged for works for which the City is not responsible, according to the opinion of the Law Department; and to also revise carefully the other items of said account so as to give the exact amount which the Company is entitled to receive.

12.—Submitted a letter from Mr. J. Lanctôt, offering to sell his property on St. Lawrence street for a Police station.

Referred to the Building inspector for a report on the commercial value of said property.

13.—Submitted a report from the chairman of the Board of Assessors, giving value of land on St. Helen street, opposite property of Mr. S. E. Forbes, who is asking permission to use portion of the sidewalk.

Resolved: That the same be referred to the City controller to calculate the amount to be charged for this privilege according to by-law No. 362. The City clerk was also instructed to procure a plan of the opening to be made in the sidewalk and to ask the Law Department if

de se procurer un plan de l'ouverture qui doit être pratiqué dans le trottoir et de demander au Département en Loi si ce privilège est prévu par les dispositions du règlement No 362.

14.—Soumise une lettre de l'inspecteur des Edifices, déclarant que l'architecte Godin et lui-même ont contresigné tous les plans et devis du poste de Police qu'on propose d'ériger dans le quartier Sainte-Marie.

Le rapport de la Commission de Police demandant un crédit de \$24,942 à l'effet d'adjuger à M. F.-X. Aubé, le plus bas soumissionnaire, la construction dudit poste, est alors pris en considération.

M. le président attire l'attention de M. le président de la Commission de Police sur le fait qu'il n'y a pas de provisions pour le paiement des honoraires de l'architecte.

M. Chaussé, inspecteur des Edifices, étant présent, est prié de dire quels sont les honoraires que l'architecte est en droit de recevoir pour ses services.

M. Chaussé répond que les honoraires des architectes sont déterminés par la loi et ne peuvent excéder 5% du coût de l'entreprise. Ce montant comprend la préparation des plans et des devis et la surveillance des travaux.

Résolu: De souscrire au rapport de la Commission de Police et de recommander, en outre, qu'un montant de \$1,247.10 soit voté pour couvrir les honoraires de l'architecte.

15.—Soumis un rapport de l'inspecteur des Edifices et du chef du service des Incendies, déclarant que les plans du magasin et de l'entrepôt qu'on propose de construire au square Chaboillez comprennent une construction complète sous tous les rapports, et qu'ils ont signé les plans et devis.

Est alors pris en considération le rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage demandant un crédit de \$8,525 pour adjuger à M. Henri Tessier, le plus bas soumissionnaire, la construction desdits magasin et entrepôt, et aussi \$200 pour payer les honoraires de l'architecte.

Sur proposition de M. l'échevin Sadler, il est

Résolu: De souscrire au rapport de la Commission de Police, sauf quant au montant de \$200 demandé pour payer les honoraires de l'architecte, vu que l'architecte est l'inspecteur des Edifices.

16.—Est déposé devant la Commission le rapport de la Commission des Finances recommandant qu'un montant de \$750 soit voté à la Commission des Incendies et de l'Eclairage pour envoyer le chef-adjoint Tremblay à certaine convention en Europe; et, vu que le chef-adjoint Tremblay se trouve dans l'impossibilité, à cause des affaires pressantes, d'assister à ladite convention, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant que ledit montant soit rendu au trésor municipal.

—Soumis les rapports suivants de la Commission de la Voirie:

17.—Demandant un crédit de \$1,200 pour préparer un plan de la Ville;

18.—Demandant un crédit de \$27,400 pour macadamiser certaines rues du quartier Mont-Royal.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport déclarant que cette Commission ne peut souscrire auxdits rapports. (M. l'échevin Lavallée dissident quant à l'item 17).

18½.—Demandant un crédit de \$15,000 pour la construction de trottoirs en bois dans la Ville.

Résolu: De souscrire à ce rapport, mais jusqu'à concurrence de \$7,000 seulement.

19.—De permettre à la "Canadian Theatre Company" de construire une soûte à charbon dans le trottoir en face du théâtre Princess.

Résolu: De demander aux Estimateurs de la Ville de préparer un rapport sur la valeur du terrain des côtés de l'endroit où doit être construite ladite soûte à charbon, et de demander au contrôleur de calculer le montant qui devra être chargé pour ce privilège, suivant le règlement No 362.

20.—A l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$1,700, du crédit affecté au trottoir de chaque côté de la rue Guy, de la rue Notre-Dame à la rue St-Antoine, et demandant un crédit additionnel de \$1,166 pour construire des trottoirs en dalles Danforth et coltar dans

(1) la rue Fulford, côté Ouest, de la rue Quesnel à la rue St-Antoine, coût \$1,540;

(2) la rue Dominion, côté Est, de la rue Quesnel à la rue St-Antoine, coût \$1,326;

this privilege is covered by the provision of by-law No. 362.

14.—Submitted a letter from the Building inspector, stating that architect Godin and himself have countersigned all the plans and specifications for the proposed No. 13 Police station to be erected in St. Mary's ward.

The report of the Police Committee, asking an appropriation of \$24,942 to award the contract for the construction of said Police station to Mr. F. X. Aubé, the lowest tenderer, being then taken up,

The chairman drew the attention of the chairman of the Police Committee to the fact that no provisions had been made for the payment of the architect's fees.

The Building inspector, Mr. Chaussé, being present, he was asked what were the fees which the architect would be entitled to receive for his services.

Mr. Chaussé replied that the fees of architects were fixed by the law and that it could not exceed 5% of the cost of the work. This amount comprises the preparation of plans and specifications and supervision of the works.

Resolved: To concur in the report of the Police Committee, and to recommend also that a sum of \$1,247.10 be also voted for the architect's fees.

15.—Submitted a report from the Building inspector and the chief of the Fire department, declaring that the plans of the proposed store and warehouse to be erected on Chaboillez square comprise a complete building in all respects and stating that they have signed the plans and specifications.

The report of the Fire and Light Committee, asking an appropriation of \$8,525 to award contract for the construction of said store and warehouse to the lowest tenderer, Mr. Henri Tessier, and also \$200, to pay the architect's fees, was then considered.

On motion of Ald. Sadler, it was

Resolved: That the report of the Fire and Light Committee be concurred in, with the exception of the \$200 asked to pay the architect's fees, inasmuch as the architect is the Building inspector.

16.—The report of the Finance Committee recommending that \$750 be voted to the Fire and Light Committee to send deputy chief Tremblay to a certain convention in Europe, was laid before the Committee; and inasmuch as sub-chief Tremblay was unable, owing to pressure of business, to attend said convention, it was

Resolved: To report to Council recommending that said amount be returned to the civic treasury.

17.—Submitted the following reports from the Road Committee:

For an appropriation of \$1,200 to prepare a map of the City.

18.—For an appropriation of \$27,400 to macadamize certain streets in Mount-Royal ward.

Resolved: To report to Council that this Committee cannot concur in said reports. (Ald. Lavallée dissenting as to item No. 17).

18½.—For an appropriation of \$15,000 to construct wooden sidewalks throughout the City.

Resolved: To concur but to the amount of \$7,000 only.

19.—To allow the Canadian Theatre Company to construct a coal chute in the sidewalk in front of the Princess Theatre.

Resolved: To ask from the City assessors a report on the value of the land on both sides where said coal chute is to be constructed, and to ask the comptroller to calculate the amount which is to be charged for this privilege in accordance with by-law No. 362.

20.—To vary \$1,700, from sidewalk on each side of Guy street from Notre-Dame to St. Antoine street, and for an additional sum of \$1,166, to construct sidewalks, with Danforth and coal tar in

(1) Fulford street, West side, from Quesnel to St. Antoine, cost. \$1,540

(2) Dominion St. East side from Quesnel to St. Antoine. 1,326

payable moitié par la ville et moitié par les propriétaires intéressés.

Résolu: De souscrire audit rapport.

21.—A l'effet de construire des trottoirs permanents en dalles de pierre et coltar:

(1) dans l'avenue des Pins, No 309.	\$115
(2) dans la rue Dorion, No 271.	80
(3) dans la rue Papineau, angle Sud-est de Logan	504

coût payable moitié par la Ville et moitié par les propriétaires intéressés.

Résolu: De souscrire audit rapport.

—De la Commission de Police:

22.—Demandant un crédit de \$900 pour acheter 3 chevaux pour remplacer 3 vieux chevaux impropres au service.

Résolu: De souscrire audit rapport, pourvu que les trois vieux chevaux soient transférés au service de l'Incinération.

23.—Demandant un crédit de \$88.52 pour payer à un agent de Police du quartier Mont-Royal les gages d'un agent de première classe.

Résolu: De voter \$30.14 pour payer audit agent le salaire d'un agent de deuxième classe.

24.—Demandant un crédit de \$150 pour louer un poste de Police à Rosemont.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport déclarant que cette Commission ne croit pas devoir souscrire audit rapport, mais suggère que la question d'établir un poste permanent soit étudiée par la Commission de Police afin qu'elle puisse être discutée lorsque les crédits annuels seront votés, à l'automne.

—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage:

25.—Demandant un crédit de \$2,275 à l'effet de payer le salaire de sept nouveaux pompiers à partir du 1er juillet.

Résolu: De souscrire audit rapport jusqu'à concurrence de \$1,250 seulement afin d'engager quatre pompiers additionnels.

26.—Demandant un crédit de \$14,034.75 pour adjuger aux plus bas soumissionnaires la pose des conduites, poteaux, garnitures électriques, planchers, fils électriques et ascenseur aux quartiers-généraux du service d'Alarmes, à la caserne No 5, rue Berthelet.

Le surintendant du service des Alarmes ayant certifié que le cahier des charges pour lesdits travaux couvre tout ce qui est nécessaire pour que ces travaux soient complets sous tous les rapports, il est

Résolu: De souscrire audit rapport.

27.—Demandant un crédit de \$360 pour payer le salaire d'un assistant à l'inspecteur des Edifices.

Déposé sur le bureau.

—De la Commission de l'Aqueduc:

28.—A l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$3,000, du crédit affecté aux tuyaux de service, et d'appliquer ce montant aux bornes-fontaines.

Résolu: De souscrire audit rapport.

29.—Demandant un crédit de \$21.60 pour poser une conduite principale de 24" dans la rue St-Jacques, de la rue Guy à la rue Dominion.

Sur proposition de M. l'échevin Sadler, il est

Résolu: De demander au service de l'Aqueduc un estimé du coût de la pose d'une conduite principale dans la rue St-Jacques:

- (1) de la rue Dominion à la rue Guy;
- (2) de la rue Dominion vers l'Ouest jusqu'à l'avenue Atwater.

30.—Demandant un crédit de \$12,000 pour la pose de tuyaux à l'eau dans certaines rues du quartier St-Jean-Baptiste.

Résolu: De renvoyer ce rapport à la Commission de l'Aqueduc afin de corriger le rapport du surintendant de rues où des tuyaux sont requis ont été recommandées pour être pavées d'une manière permanente.

31.—De la Commission de l'Hôtel de Ville, qui demande un crédit de \$25 pour acheter deux petites sections de filière.

one half of same payable by the City the other half by the interested proprietors.

Resolved: To concur in said report.

21.—To construct permanent sidewalks in flagstone and ccaï tar:

(1) in Pine ave. No. 309.	\$115
(2) in Dorion street, No. 271.	80
(3) Papineau street, South east corner of Logan . . .	504

one half of the cost payable by the City and the other half by the interested proprietors.

Resolved: To concur in said report.

—From the Police Committee:

22.—For an appropriation of \$900 to purchase 3 horses to replace three old horses unfit for service.

Resolved: To concur in said report provided the three old horses are transferred to the Incineration department.

23.—For an appropriation of \$88.52 to pay constable of Mount-Royal ward, wages of a first class constable.

Resolved: To vote \$30.14 to pay said constable the salary of a second class constable.

24.—For an appropriation of \$150 to rent a Police station in Rosemont.

Resolved: To report to Council that this Committee does not think it advisable to concur in said report but, suggests that the question of the establishment of a permanent station be studied by the Police Committee so that the matter may be discussed when the annual appropriations will be voted in the fall.

—From the Fire and Light Committee:

25.—For an appropriation of \$2,275 to pay the salary of seven additional firemen from the 1st of July.

Resolved: To concur in said report but to the amount of \$1,250 only to engage four additional firemen.

26.—For an appropriation of \$14,034.75 to award contracts to the lowest tenderers for laying conduits, poles, electric fixtures, floorings, line wire and elevator, for fire alarm headquarters, No. 5 fire station Berthelet street.

The superintendent of the Fire Alarm department having certified that the specifications for said works include everything necessary to complete the same.

It was

Resolved: To concur in said report.

27.—For an appropriation of \$360 to pay salary of an asst. to Building inspector.

Laid on the table.

—From the Water Committee:

28.—To vary \$3,000 from distribution pipes and apply same to "Hydrants."

Resolved: To concur in said report.

29.—For an appropriation of \$21.60 to lay a 24" water main in St. James street from Guy to Dominion streets.

On motion of Ald. Sadler, it was

Resolved: To ask the Water department for an estimate of the cost of laying a water main in St. James street:

(1) from Dominion to Guy street.

(2) from Dominion westwards to Atwater avenue.

30.—For an appropriation of \$12,000 to lay water pipes in certain streets of St. Jean Baptiste ward.

Resolved: That said report be referred back to the Water Committee so as to correct the report of the superintendent of Water Works which states, contrary to the facts, that the streets where pipes are asked to be laid, have been recommended for permanent pavements.

Résolu: De souscrire audit rapport.

32.—De la Commission des Parcs et Traverses, demandant un crédit additionnel de \$500 à l'effet de permettre à l'Association des Architectes de la Province de Québec de continuer la préparation de ses plans pour l'embellissement de la Ville.

Résolu: De souscrire audit rapport.

33.—Les comptes pour l'installation d'une cheminée à la station des pompes de bas niveau étant pris en considération, il est

Résolu: De demander au Département en Loi si les amendements à la Charte, adoptés à la dernière session, autorise la Ville à payer lesdits comptes, et quelle procédure on devrait suivre pour disposer de cette question légalement.

34.—Les rapports de la Commission de la Voirie, recommandant de paver d'une manière permanente les rues suivantes, sont renvoyés au service de l'Aqueduc, avec prière d'annexer à chacun desdits rapports un estimé du coût de la pose à nouveau des tuyaux à l'eau dans lesdites rues, tel que recommandé par le surintendant de l'Aqueduc:

- (1) Rue Sanguinet, entre les rues Marie-Anne et Rachel;
- (2) Avenue Laval, de la rue Napoléon à l'avenue Duluth;
- (3) Rue Drolet, de la rue Rachel à la rue Marie-Anne;
- (4) Rue Roy, de la rue St-Denis à la rue St-Christophe;
- (5) Hôtel de Ville, de la rue Craig à l'édifice de *La Patrie*;
- (6) Rue Peel, de la rue Ste-Catherine à la rue Sherbrooke;
- (7) Rue Victoria, de la rue Ste-Catherine à la Place Burnside;
- (8) Rue Mansfield, de la rue Lagauchetière à la rue Ste-Catherine;
- (9) Rue Mackay, de la rue Dorchester à la rue Sherbrooke;
- (10) Rue Shearer, de la voie du Grand-Tronc à la rue St-Patrice;
- (11) Ruelle des Fortifications, du boulevard St-Laurent à la rue St-Pierre;
- (12) Rue Lagauchetière, de la Côte du Beaver Hall à la rue Windsor;
- (13) Rue Drummond, de la rue Dorchester à la rue Sherbrooke;
- (14) Rue Cathcart, de la rue Mansfield à l'avenue Union;
- (15) Rue St-Alexandre, de la rue Craig à la rue Ste-Catherine;
- (16) Rue Chenneville, de la rue Craig à la rue Dorchester;
- (17) Rue St-Chs.-Borromée, de la rue Craig à la rue Ste-Catherine;
- (18) Rue St-Georges, de la rue Craig à la rue Dorchester;
- (19) Rue Mentana, de la rue Cherrier à la rue Roy;
- (20) Rue Wolfe, de la rue Robin à la rue Ontario;
- (21) Avenue Papineau, de la rue Ontario à la rue Ste-Catherine;
- (22) Rue St-Patrice, de la rue Shearer à l'avenue Atwater;
- (23) Rue Wellington, de la rue Madeleine au pont de la Rivière St-Pierre;
- (24) Rue Notre-Dame, du pont du Grand-Tronc à la rue Ste-Marguerite.

35.—Le trésorier de la Ville soumet l'état suivant de la caisse pour la semaine finissant le 2 juillet 1908:

Encaisse aux banques, le 18 juin 1908.	\$1,111,208
Recettes.	45,262
	\$1,156,470
Déboursés.	232,214
Encaisse aux banques	\$ 924,256

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

31.—From City Hall Committee for an appropriation of \$25 to purchase two small sections for filing records.

Resolved: To concur in said report.

32.—From the Parks and Ferries, for an additional appropriation of \$500 to allow the Architects' Association of the Province of Quebec, to continue the preparation of the plan for the embellishment of the City.

Resolved: To concur in said report.

33.—The accounts for the installation of a smokestack at the Low Level pumping station being considered,

It was

Resolved: To ask the Law Department if the amendments to the charter, adopted at the last session, authorize the City to pay said accounts, and what procedure should be followed to deal legally with this matter.

34.—The reports from the Road Committee, recommending that the following streets be permanently paved were referred to the Water department, with a request to attach to each of said reports, an estimate of the cost of replacing the water pipes in said streets as per recommendation of the superintendent of Water Works:

- (1) Sanguinet St., between Rachel and Mary Ann;
- (2) Laval Ave. from Napoléon to Duluth Ave.;
- (3) Drolet St., from Rachel to Mary Ann Sts.;
- (4) Roy St., from St. Denis to St. Christophe Sts.;
- (5) Hôtel-de-Ville, from Craig to *La Patrie* Bldg.;
- (6) Peel St., from Ste. Catherine to Sherbrooke St.;
- (7) Victoria, from Ste. Catherine St. to Burnside Place.;
- (8) Mansfield, from Lagauchetière to Ste. Catherine Sts.;
- (9) Mackay, from Dorchester to Sherbrooke Sts.;
- (10) Shearer, from G. T. R. tracks to St. Patrick St.;
- (11) Fortification lane, from St. Lawrence to St. Peter streets.;
- (12) Lagauchetière St. from Beaver Hall Hill to Windsor street.;
- (13) Drummond, from Dorchester to Sherbrooke Sts.;
- (14) Cathcart, from Mansfield to Union Ave.;
- (15) St. Alexander, from Craig to Ste. Catherine Sts.;
- (16) Chenneville, from Craig to Dorchester Sts.;
- (17) St. Chs. Borromée, from Craig to Ste. Catherine streets.;
- (18) St. Georges St., from Craig to Dorchester Sts.;
- (19) Mentana, from Cherrier to Roy Sts.;
- (20) Wolfe, from Robin to Ontario Sts.;
- (21) Papineau Ave. from Ontario to Ste. Catherine Sts.;
- (22) St. Patrick St., from Shearer to Atwater Ave.;
- (23) Wellington, from Magdalen to St. Peter's river bridge.;
- (24) Notre Dame, from G. T. Ry bridge to St. Margaret street.

35.—The City treasurer submitted the cash statement for week ending July 2nd, 1908:

Cash in banks July 2nd, 1908.	\$1,111,208
Receipts.	45,262
	\$1,156,470
Disbursements	232,214
Cash in banks.	\$ 924,256

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 6 juillet

M. l'échevin N. Lapointe, maire suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

REQUETES, ETC.

1.—De MM. J.-O. Labrecque & Cie, se plaignant des employés de la Société Canadienne de Prévention de la Cruauté envers les Animaux.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

Résolu: De communiquer copie de cette lettre à ladite Société ainsi qu'aux députés fédéraux du district de Montréal.

2.—De l'Oeuvre de la Crèche, invitant le Conseil à prendre part à une fête champêtre qui doit avoir lieu au Sault-au-Récollet, le 7 du courant.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que Son Honneur le Maire soit prié de représenter le Conseil à cette fête.

3.—Du maire de Trois-Rivières, remerciant le Conseil pour ses sympathies.

Déposée aux archives.

4.—De la "Bell Telephone Co.", à l'effet de pratiquer des ouvertures dans certaines rues pour poser des fils.

Renvoyée à la Commission de la Voirie.

5.—De contribuables résidant dans les rues Shaw, Marquette et Papineau, demandant d'être approvisionnés d'eau.

Renvoyée à la Commission de l'Aqueduc.

6.—De contribuables résidant dans les rues Iberville et Frontenac, protestant contre l'érection d'une écurie sur la propriété Hogan.

Renvoyée à la Commission des Incendies et de l'Eclairage.

7.—Du "Board of Trade" de North-Bay, demandant à la Ville de Montréal de coopérer à obtenir la construction du canal de la Baie Georgienne.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin SADLER, il est

Résolu: Que, afin d'accéder à la requête du "Board of Trade" de North-Bay, une délégation, composée de Son Honneur le Maire, de M. l'échevin M. Martin, M.P., et de l'honorable L.-O. David, greffier de la Cité, soit chargée de se joindre à la députation qui doit conférer avec les ministres fédéraux, vendredi, le 10 du courant, afin d'insister auprès du gouvernement pour qu'il construise ledit canal de la Baie Georgienne; et que les députés et sénateurs du district de Montréal soient respectueusement priés d'accompagner ladite délégation.

8.—De la "Canadian Light & Power Co.", demandant d'être substituée à MM. E.-A. Robert et à ses associés, comme étant la Compagnie organisée par lesdits E.-A. Robert et associés dans le but de conclure un contrat avec la Cité de Montréal pour la fourniture de l'électricité à ladite Cité.

Déposée sur le bureau.

9.—Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: De prier le Département en Loi de déclarer (a) Quand doit expirer la commutation de taxes municipales accordée à la "Rosemount Land and Improvement Co."?

(b) Quand a expiré la commutation de taxes municipales dans le quartier Saint-Denis (Villeray) accordée à M. Joseph-Alfred Labelle, et, si cette commutation n'est pas encore expirée, comment doit-elle prendre fin?

10.—Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 6th of July.

Alderman N. Lapointe, acting-mayor, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, Mercier, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

PETITIONS, ETC.

1.—From J. O. Labrecque & Coy, complaining of the employes of the Canadian Society for the prevention of Cruelty to Animals.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That a copy of this letter be sent to said Society, and also to the members of the House of Commons representing the District of Montreal.

2.—From the "Oeuvre de la Crèche," inviting Council to take part in a "Fête Champêtre" in Sault-au-Récollet, on the 7th instant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That His Worship the Mayor be requested to represent the City Council in that occasion.

3.—From mayor of Three Rivers, thanking Council for sympathy extended.

Filed of record.

4.—From Bell Telephone Coy, to open certain streets to lay conduits.

Referred to Road Committee.

5.—From ratepayers residing on Shaw, Marquette and Papineau streets, for water supply.

Referred to Water Committee.

6.—From ratepayers on Iberville and Frontenac streets, against the erection of a stable on Hogan's property.

Referred to Fire and Light Committee.

7.—From North Bay Board of Trade, asking Montreal's cooperation to obtain the construction of the Georgian Bay Canal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. SADLER, it was

Resolved: That, in order to comply with the request of the North Bay Board of Trade, a delegation composed of His Worship the Mayor, Ald. M. Martin, M.P., and Hon. L. O. David, City Clerk, be appointed to join the deputation which will meet the authorities of the Dominion Government, on Friday, the 10th July instant., to urge the Government to build the Georgian Bay Canal, and that the members of the House of Commons and the senators representing the district of Montreal be respectfully requested to accompany said delegation.

8.—From Canadian Light & Power Coy, to be substituted to E. A. Robert and associates as the Company organized by said E. A. Robert and associates, to make a contract with the City of Montreal for supply of electricity in said City.

Laid on the table.

9.—On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That the Law Department be requested to state:

(a) When will expire the commutation of municipal taxes granted to the Rosemont Land and Improvement Company?

(b) When has expired the commutation of municipal taxes in St. Denis ward (Villeray), granted to Mr. Joseph Alfred Labelle, and, if the same is not yet expired, by what steps can it be brought to an expiry?

10.—On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Résolu: De donner instruction à l'inspecteur de la Ville de préparer pour ce Conseil un rapport déclarant:

(a) Quelle est la largeur de la rue Saint-Hubert, depuis la limite Sud de Villeray jusqu'au chemin de la Côte St-Michel?

(b) Quelle est la largeur de la rue Labelle dans le ci-devant village de Villeray?

11.—Questions posées par M. l'échevin Larivière, au sujet de M. Clifford Smith, assistant-directeur de la *Gazette Municipale*."

Renvoyées à la Commission de l'Hôtel de Ville avec prière de préparer un rapport.

RAPPORTS

12.—De la Commission des Finances, recommandant d'attendre le jugement de la Cour *re* réclamations Chs. Bérard et Hickey & Aubut.

13.—De la Commission des Finances, à l'effet de renvoyer leur réclamation à MM. A. et H. Lionais.

14.—De la Commission des Finances, à l'effet de biffer des comptes certaines charges pour le nettoyage des trottoirs devant les propriétés municipales.

15.—De la Commission des Finances, à l'effet de payer les frais de l'action en garantie, se montant à \$474.35, dans la cause de Poirier *et al vs* la Cité, par jugement de Cour.

16.—De la Commission des Finances, au sujet de la réclamation des créanciers de la liquidation Argall, pour matériaux fournis et travail exécuté à l'aqueduc.

17.—De la Commission des Finances, à l'effet de rendre au trésor \$750 qui avaient été affectés à la Commission des Incendies et de l'Eclairage à l'effet d'envoyer une délégation à certaines conventions, en Europe.

18.—De la Commission des Finances, au sujet du rapport de la Commission de la Voirie à l'effet de régler un compte de la "Montreal Street Railway Co." pour déplacement de ses rails, etc., sur la rue Ste-Catherine.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

19.—De la Commission des Finances, souscrivant, mais jusqu'à concurrence de \$7,000 seulement, au rapport de la Commission de la Voirie qui demande un crédit de \$15,000 pour construire des trottoirs en bois dans la Ville.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission de la Voirie, tel qu'amendé par la Commission des Finances, soit reçu et adopté.

20.—De la Commission des Finances, souscrivant aux rapports de la Commission de la Voirie qui recommande la construction de trottoirs permanents.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

21.—De la Commission des Finances, refusant de souscrire aux rapports de la Commission de la Voirie qui demande: a) un crédit de \$1,200 pour préparer un plan de la Cité; b) \$27,400 pour macadamiser certaines rues du quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

22.—De la Commission des Finances, souscrivant aux rapports de la Commission des Incendies et de l'Eclairage qui demande un crédit de \$8,525 pour construire un magasin et un entrepôt au square Chaboillez, et qui recommande d'adjuger cette construction à M. Henri Tessier.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, tel qu'amendé par la Commission des Finances, soit reçu et adopté.

23.—De la Commission des Finances, souscrivant, mais seulement jusqu'à concurrence de \$1,250 pour quatre pompiers additionnels, au rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage qui demande un crédit de \$2,275 pour sept pompiers additionnels.

Resolved: That the City surveyor be instructed to report to this Council and state:

(a) What is the width of St. Hubert St., from the South limit of Villeray to the Côte St. Michel Road?

(b) What is the width of Labelle street in the former village of Villeray?

11.—Questions by Ald. Larivière, concerning Mr. Clifford Smith, asst.-editor of the *Municipal Gazette*.

Referred to the City Hall Committee for a report.

REPORTS.

12.—From Finance Committee, advising Council to wait for judgment of Court *re* claims of Chs. Bérard and Hickey & Aubut.

13.—From Finance Committee, to refer back claim of Messrs. A. and H. Lionais.

14.—From Finance Committee, to write off certain amounts for cleaning sidewalks in front of civic properties.

15.—From Finance Committee, to pay costs of action in warranty of \$474.35 *re* case of Poirier *et al vs* the City as per judgment of Court.

16.—From Finance Committee, *re* claim of creditor of Estate Argall for material supplied and work done on the Aqueduct.

17.—From Finance Committee, to return to civic treasury \$750 voted to Fire and Light Committee to send delegation to certain conventions in Europe.

18.—From Finance Committee, on the report of the Road Committee to settle account of M. S. Ry Co. for removing rails, etc., on Ste. Catherine street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

19.—From Finance Committee, concurring, but to the amount of \$7,000, in the report of the Road Committee for an appropriation of \$15,000, to construct wooden sidewalks throughout the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That the report of the Road Committee, as amended by that of the Finance Committee, be received and adopted.

20.—From Finance Committee, concurring in the reports from the Road Committee recommending the construction of permanent sidewalks.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

21.—From Finance Committee, declining to concur in the reports of the Road Committee:

(a) for an appropriation of \$1,200 to prepare a map of the City;

(b) for an appropriation of \$27,400 to macadamize certain streets in Mount Royal ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That said report of the Finance Committee be received and adopted.

22.—From Finance Committee, concurring in the reports of the Fire and Light Committee for an appropriation of \$8,525 to construct a store and warehouse on Chaboillez street, and to award contract for said work to Mr. Henri Tessier.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVIOLETTE, it was

Resolved: That the report of the Fire and Light Committee, as amended by that of the Finance Committee, be received and adopted.

23.—From Finance Committee, concurring, but to the amount of \$1,250 for four additional firemen, in the report of the Fire and Light Committee for an appropriation of \$2,275 for seven additional firemen.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, tel qu'amendé par la Commission des Finances, soit reçu et adopté.

24.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage qui demande un crédit de \$14,034.75 pour adjudger la pose des conduites, etc., aux quartiers-généraux du service des Alarmes, poste No 5.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

25.—De la Commission des Finances, souscrivant conditionnellement au rapport de la Commission de Police qui demande un crédit de \$900 pour acheter des chevaux.

26.—De la Commission des Finances, souscrivant, mais seulement jusqu'à concurrence de \$30.14 pour payer le salaire d'un agent de deuxième classe, au rapport de la Commission de Police qui demande un crédit de \$88.52 pour payer le salaire d'un agent de première classe, pour le quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PROULX, il est

Résolu: Que lesdits rapports de la Commission de Police, tels qu'amendés par la Commission des Finances, soient reçus et adoptés.

27.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de Police qui demande un crédit de \$24,942 pour adjudger à M. F.-X. Aubé la construction d'une caserne de Police dans le quartier Ste-Marie, et allouant \$1,247.10 pour honoraires d'architectes.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PROULX, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

28.—De la Commission des Finances, refusant de souscrire au rapport de la Commission de Police qui demande un crédit de \$150 pour louer un poste de Police dans Rosemont.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

29.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Aqueduc à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$3,000, du crédit affecté aux tuyaux de distribution, et d'appliquer ce montant aux bornes-fontaines.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

30.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission de l'Hôtel de Ville qui demande un crédit de \$25 pour acheter des sections de fillière.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

31.—De la Commission des Finances, souscrivant au rapport de la Commission des Parcs et Traverses demandant un crédit de \$500 pour permettre à l'Association des Architectes de préparer la continuation de ses plans pour l'embellissement de Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

32.—De la Commission de Police, à l'effet de prendre \$100 de son contingent pour défrayer le voyage des officiers qui doivent assister à la convention des chefs de Police, à Québec.

33.—De la Commission de Police, renvoyant à la Commission d'Hygiène et de Statistiques une demande d'autorisation de vendre de la crème à la glace dans les rues.

Sur proposition de M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin SEGUIN, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

34.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. J.-P. Côté de vendre du bois de corde, etc., sur le lot portant le No 190 de la rue Forsythe.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVIOLETTE, it was

Resolved: That the report of the Fire and Light Committee, as amended by that of the Finance Committee, be received and adopted.

24.—From Finance Committee, concurring in the report of the Fire and Light Committee, for an appropriation of \$14,034.75 to award contracts for laying conduits, etc., for fire alarm headquarters, No 5 Fire station.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVIOLETTE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

25.—From Finance Committee, concurring, conditionally, in the report of the Police Committee for an appropriation of \$900 to purchase horses.

26.—From Finance Committee, concurring, but to the amount of \$30.14 only, to pay salary of 2nd class constables, in the report of the Police Committee for an appropriation of \$88.52 to pay salary of a 1st class constable for Mount-Royal ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PROULX, it was

Resolved: That the reports of the Police Committee, as amended by that of the Finance Committee, be received and adopted.

27.—From Finance Committee, concurring in the report of the Police Committee for an appropriation of \$24,942 to award contract to Mr. F. X. Aubé for the construction of a police station in St. Mary's ward, and granting \$1,247.10 for architect's fees.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PROULX, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

28.—From Finance Committee, declining to concur in the report of the Police Committee for an appropriation of \$150 to rent a police station in Rosemont.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That the report of the Finance Committee be received and adopted.

29.—From Finance Committee, concurring in the report of the Water Committee to vary \$3,000 from distribution pipes and apply same to hydrants.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CLEARIHUE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

30.—From Finance Committee, concurring in the report of the City Hall Committee for an appropriation of \$25 to purchase sections for filing records.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. L'ESPERANCE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

31.—From Finance Committee, concurring in the report of the Parks and Ferries Committee for an appropriation of \$500 to enable the Architects' Association to continue the preparation of their plans for the embellishment of Montreal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

32.—From Police Committee, to take \$100, from contingent fund, for travelling expenses of police officials who will attend convention of chiefs of police in Quebec.

33.—From Police Committee, to refer to Hygiene Committee the petition for leave to sell ice cream in the streets.

On motion of Ald. PROULX, seconded by Ald. SEGUIN, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

34.—From Fire and Light Committee, to allow Mr. J. P. Côté to occupy lot No. 190 Forsythe street, for the sale of cord wood, etc.

On motion of Ald. MERCIER, seconded by Ald. DAVID, it was

Sur proposition de M. l'échevin MERCIER, appuyé par M. l'échevin DAVID, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

35.—De la Commission des Incendies et de l'Éclairage, à l'effet de permettre à la "Saraguay Electric Light and Power Co." de pénétrer dans la Ville.

Question différée à la demande de M. l'échevin Dagenais.

36.—De la Commission de l'Hôtel de Ville, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$12 à être appliqué aux uniformes.

Sur proposition de M. l'échevin L'ESPERANCE, appuyé par M. l'échevin MAJOR, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

37.—De la Commission de l'Hôtel de Ville, à l'effet d'adjuger la fourniture de charbon.

M. l'échevin COUTURE, appuyé par M. l'échevin MAJOR,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

M. l'échevin L'ESPERANCE, appuyé par M. l'échevin WARD, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit amendé en enlevant les mots "200 tonnes, plus ou moins, à M. Tancrede Trudel" et en les remplaçant par les mots suivants: "100 tonnes, plus ou moins, à M. Jos. Elie, et 100 tonnes, plus ou moins, à la "Merchants Coal Co", et que, ainsi amendé, ledit rapport soit adopté.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit renvoyé à la Commission de l'Hôtel de Ville.

38.—De la Commission de l'Hôtel de Ville, demandant un crédit de \$150 pour souscrire à un ouvrage intitulé "Greater Montreal."

Renvoyé à la Commission des Finances.

AVIS DE MOTIONS

39.—De M. l'échevin Nault, à l'effet d'édicter un règlement empêchant les locomotives de siffler dans la Ville.

ORDRE DU JOUR

40.—M. l'échevin M. MARTIN, appuyé par M. l'échevin GADBOIS,

Propose: Que soit maintenant pris en considération le 17e ordre du jour.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: Larivière, M. Martin, Lavallée, Leclair, Giroux, Couture, Laviolette, Gadbois, Duquette, David, Mount, Prud'homme—12.

Contre: L.-A. Lapointe, Clearihue, Dagenais, Turner, Sadler, N. Lapointe, Mercier, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Lévesque—20.

Ladite proposition est ainsi négativée.

41.—Etant lu l'ordre du jour prendre en considération un rapport de la Commission des Finances à l'effet de souscrire \$10,000 au fonds d'achat des champs de bataille de Québec,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin SADLER,

Propose: Que ledit rapport soit adopté.

M. l'échevin DAGEAIS, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, propose en

Amendement: D'ajouter les mots suivants à ladite proposition: "Ce Conseil exprime le vœu que soient conservés aux champs de bataille que l'on se propose d'acquérir leurs noms historiques: Plains d'Abraham et de Sainte-Foye."

Ledit amendement étant mis aux voix, il est affirmatif, et il est

Résolu: En conséquence. (MM. les échevins Clearihue, Laviolette et Duquette dissidents).

42.—Etant lu l'ordre du jour adopté en deuxième et troisième lectures un règlement permettant à MM. E.-A. Robert et al de fournir de l'électricité.

Le Conseil reprend l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

Le titre et la section 1 étant lus,

M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin MERCIER,

Propose: Que le titre soit biffé et qu'il soit remplacé par le suivant: "Règlement établissant les termes et conditions auxquels M. E.-A. Robert ou une Compagnie organisée dans ce but et désignée par lui, pourra fournir l'éclairage et l'énergie électrique à la Ville de Montréal et en vendre et en distribuer dans les limites de la Ville."

Resolved: That said report be received and adopted.

35.—From Fire and Light Committee, to allow the Saraguay Electric Light & Power Coy to enter the City.

Consideration deferred at the request of Ald. Dagenais.

36.—From City Hall Committee, to vary \$12 to be applied to uniforms.

On motion of Ald. L'ESPERANCE, seconded by Ald. MAJOR, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

37.—From City Hall Committee, to award contracts for the supply of coal.

Ald. COUTURE moved, seconded by Ald. MAJOR,

"That said report be received and adopted."

Moved in amendment by Ald. L'ESPERANCE, seconded by Ald. WARD,

"That said report be amended by striking the words "200 tons, more or less, to Mr. Tancrede Trudel", and replacing same by the words "100 tons, more or less to Mr. Jos. Elie, and 100 tons, more or less, to the Merchants Coal Coy", and that, so amended, said report be adopted.

And a debate arising,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That said report be referred back to the City Hall Committee.

38.—From City Hall Committee, for an appropriation of \$150 to subscribe to a work entitled: "Greater Montreal."

Referred to Finance Committee.

NOTICE OF MOTION.

39.—By Ald. Nault, for a by-law to prevent engines from whistling in the City.

ORDER OF THE DAY.

40.—Moved by Ald. M. MARTIN, seconded by Ald. GADBOIS,

"That the 17th order of the day be now taken up."

The Council divided thereon:

Yeas: Larivière, M. Martin, Lavallée, Leclair, Giroux, Couture, Laviolette, Gadbois, Duquette, David, Mount, Prud'homme—12.

Nays: L. A. Lapointe, Clearihue, Dagenais, Turner, Sadler, N. Lapointe, Mercier, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Lévesque, Major, Guay, Roy, Carter, Lamoureux, McKenna—20.

So it passed in the negative.

41.—The order of the day being read to consider a report from the Finance Committee to contribute \$10,000 for the purchase of the Quebec Battlefields,

Moved by Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. SADLER,

"That said report be adopted."

Moved in amendment by Ald. DAGEAIS, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN,

"That the following words be added to the main motion: "This Council begs to express the desire that the names of "Plains of Abraham and of Ste. Foye", which are the historical names of the battlefield which it is sought to acquire, be preserved"; and that, so amended, said motion be adopted.

Said amendment being put, it was carried and

Resolved: Accordingly. (Ald. Clearihue, Laviolette and Duquette dissenting).

42.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd readings of a by-law to allow Messrs. A. E. Robert et al. to supply electricity,

The Council resumed consideration of said by-law in the second reading.

The title and section 1 being read,

Ald. LEVESQUE moved, seconded by Ald. MERCIER,

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER, propose en

Amendement: Que le Conseil s'ajourne maintenant jusqu'à lundi, le 13 du courant, et que soit différée la prise en considération de ce règlement jusqu'à ce que la Commission spéciale nommée pour s'aboucher avec la "Montreal Light, Heat & Power Co." ait présenté son rapport au Conseil.

Le Conseil se partage sur ledit amendement:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Ward, Roy, Carter—5.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Lamoureux, McKenna—27.

Ledit amendement est ainsi négativé.

M. l'échevin Larivière soulève un point d'ordre, alléguant que la Ville ne peut transiger avec une Compagnie non enregistrée.

Sur l'avis de l'avocat en chef de la Ville, M. L.-J. Ethier, présent à l'assemblée du Conseil, le maire-suppléant décide: Que la Ville ne peut faire de transactions avec une Compagnie qui n'est pas dûment enregistrée.

Sur ce, M. l'échevin Lévesque, avec la permission du Conseil, retire sa proposition, et un débat s'engageant,

M. l'échevin GADBOIS, appuyé par M. l'échevin NAULT,

Propose: Que le titre dudit règlement soit amendé en retranchant les mots: "MM. E.-A. Robert et associés ou toute autre compagnie organisée par eux à telles fins."

Le maire-suppléant demande à l'avocat en chef de la Ville de déclarer si la Ville peut transiger avec la "Canadian Light & Power Co.?"

L'avocat en chef de la Ville répond que ladite Compagnie est légalement incorporée et a le pouvoir de faire des transactions avec la Ville.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, propose en

Amendement: Que le titre dudit règlement soit amendé en retranchant les mots: "MM. E.-A. Robert et associés et toute autre compagnie organisée par eux à telles fins," et que la section 1 soit aussi amendée en retranchant les mots "lesdits E.-A. Robert et associés," dans la 3ème ligne d'icelui, et en ajoutant, après les mots "autorise la", dans la 3ème ligne, les mots "Canadian Light & Power Co.," et aussi en ajoutant le paragraphe suivant après ladite section 1:

"Ladite "Canadian Light & Power Co." ne devra se prévaloir d'aucun des privilèges qui lui sont conférés "par sa charte ou qui pourront lui être conférés par de futures ordonnances de la Législature, lorsqu'ils viennent en conflit avec les dispositions de ce règlement, et qu'elle renonce auxdits privilèges en tant que la Ville de "Montréal est concernée."

M. l'échevin L.-A. Lapointe demande si ledit amendement est suffisant pour protéger la Ville et si ladite Compagnie peut légalement renoncer à des droits qui lui sont octroyés par sa charte. Sur l'avis de l'avocat en chef de la Ville, le Maire décide que ledit amendement est suffisant.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Couture, Lavolette, Gadbois, Robinson, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—32.

Contre: L.-A. Lapointe, Larivière, Ward—3.

Ledit amendement est ainsi affirmatif, et il est

Résolu: En conséquence.

A la suggestion de M. l'échevin Proulx, il est

Résolu: Que les mots: "dans les suivants", dans les huitième et neuvième lignes, soient retranchés et remplacés par les mots "pourvu que ladite Compagnie se conforme aux".

M. l'échevin GADBOIS, appuyé par M. l'échevin NAULT,

Propose: Que les mots "pas moins de" soient ajoutés après les mots "escompte de," dans la 2ème ligne du 2ème paragraphe de ladite section 1, et après les mots "plus et," dans la 3ème ligne du 2ème paragraphe.

"That the title be struck and replaced by the following: "By-Law to establish the terms and conditions upon which Mr. E. A. Robert or a Company organized for such purposes and designated by him, may transmit electric light and power in the City of Montreal and sell and distribute the same within the City limits."

Ald. WARD thereupon moved in amendment, seconded by Ald. CARTER:

"That the Council do now adjourn till Monday the 13th instant., and that further consideration of this by-law be suspended until the Special Committee appointed to confer with the Montreal Light, Heat & Power Co. have made their report to the Council."

The Council divided on said amendment:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Ward, Roy, Carter—5.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Lamoureux, McKenna—27.

So it passed in the negative.

Ald. Larivière then raised a point of order, contending that the City could not transact business with a Company which was not duly registered.

On the advice of the chief City attorney, Mr. L. J. Ethier, who was present in the Council room, the acting-mayor ruled that the City could not make transactions with a Company unless said Company was duly registered.

Ald. Lévesque thereupon, with the permission of the Council, withdrew his motion, and a debate arising,

Ald. GADBOIS moved, seconded by Ald. NAULT,

"That the title of said by-law be amended by striking therefrom the words "Mr. E. A. Robert and associates or any other company organized by them for such purposes."

The acting mayor asked the chief City attorney to state if the City could legally deal with the Canadian Light & Power Co. The chief City attorney replied that the said Company was legally incorporated and had the power to make transactions with the City.

And a further debate arising,

Ald. GIROUX moved in amendment, seconded by Ald. LEVESQUE,

"That the title of said by-law be amended by striking therefrom the words "Messrs. E. A. Robert and associates and other company organized by them for such purposes," and that section 1 be also amended by striking therefrom the words: "said E. A. Robert and associates", in the 3rd line thereof, and by adding after the words "authorises the", in the 3rd line, the words "Canadian Light & Power Co." and also by adding the following paragraph at the end of said section 1:

"The said Canadian Light & Power Co. shall not avail itself of any of the privileges conferred upon it by "its charter or which may be conferred to it by future "enactment of the Legislature which will conflict with the "provisions of this by-law and renounces said privileges "in so far as the City of Montreal is concerned."

Ald. L. A. Lapointe asked if said amendment was sufficient to protect the City and if said Company could legally renounce any of the rights granted in virtue of its charter? On the advice of the chief City attorney, the mayor ruled that said amendment was sufficient.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Couture, Lavolette, Gadbois, Robinson, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—32.

Nays: L. A. Lapointe, Larivière, Ward—3.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

At the suggestion of Ald. Proulx, it was

Resolved: That the words "On the following", in the eight and ninth lines, be struck and replaced by the words "provided said Company conforms itself to the"

Ald. GADBOIS then moved, seconded by Ald. NAULT,

"That the words "Not less than" be added after the words "Discount of", in the 2nd line of the 2nd paragraph,

M. l'échevin ROY, appuyé par M. l'échevin WARD, propose en

Amendement: Que la section 1 soit amendée en en retranchant les mots "fils" et "tous les conduits," dans la 4ème ligne.

Le Conseil se partage sur ledit amendement:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Robinson, Ward, David, Roy, Carter, McKenna—8.

Contre: Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclair, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, Mount, Lamoureux—22.

Ledit amendement est ainsi négativé.

A la suggestion de M. l'échevin Lavallée, il est aussi

Résolu: D'ajouter, après le mot "suivantes," dans la dernière ligne du premier paragraphe de la section 1, les mots "contenues dans les sections suivantes".

A la suggestion de M. l'échevin Giroux, il est aussi

Résolu: D'ajouter, au commencement du 2ème paragraphe de ladite section 1, les mots "ladite Compagnie chargera", et, après le mot "incandescentes," dans la 1ère ligne dudit paragraphe, les mots "un prix n'excédant pas."

Sur proposition de M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin MERCIER, il est alors

Résolu: Que la section 1, ainsi amendée, soit agréée. (MM. les échevins Ward et Roy dissidents).

La section 2 étant lue, elle est amendée en en retranchant les mots "Le syndicat ou" et en les remplaçant par le mot "ladite."

A la suggestion de M. l'échevin Giroux, il est aussi

Résolu: D'ajouter, après le mot "équitable," dans la 5ème ligne, les mots "ne devant en aucun cas excéder les prix ci-dessus mentionnés," et ladite section, ainsi amendée, est alors agréée.

La section 3 étant lue, elle est amendée en ajoutant, après le mot "confisquer," dans la 10ème ligne, les mots "à son profit et avantage." Et, ainsi amendée, ladite section est agréée.

La section 4 étant lue,

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER, propose: Que les mots "fournies et renouvelées gratuitement par la Compagnie" soient ajoutés à ladite clause.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Clearihue, Ward, Mount, Carter—6.

Contre: Proulx, M. Martin, Dagenais, Turner, Bumbray, N. Lapointe, Leclair, Giroux, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, McKenna—20.

Ladite proposition est ainsi négativée.

La section 4, telle qu'imprimée, est alors agréée.

La section 5 étant lue,

M. l'échevin ROY, appuyé par M. l'échevin WARD,

propose: De biffer ladite section et de la remplacer par la suivante:

"Section 5.—Le Syndicat ou la Compagnie s'engage à placer ses fils sous terre à mesure que la Cité construira ses propres conduits."

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Ward, Roy, Carter—5.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Leclair, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Mount, McKenna—23.

Ladite proposition est ainsi négativée.

Sur proposition de M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin MERCIER,

La section 5 est agréée telle qu'imprimée. (MM. les échevins Roy et L.-A. Lapointe dissidents).

La section 6 étant lue,

M. l'échevin ROY, appuyé par M. l'échevin WARD,

propose: D'amender ladite section en en retranchant, dans la 6ème ligne, après le mot "souterrains," les mots "et exproprié, en en payant la valeur réelle, cette partie du matériel d'exploitation de la canalisation du Syndicat, sur les rues où l'enfouissement aurait été ordonné" et que

and after the words "over and", in the third line of the 2nd paragraph.

Ald. ROY then moved in amendment, seconded by Ald. WARD,

"That section 1 be amended by striking thereupon the words "Wires" and "all conduits" in the 4th line.

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Robinson, Ward, David, Roy, Carter, McKenna—8.

Nays: Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclair, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, Mount, Lamoureux—22.

So it passed in the negative.

At the suggestion of Ald. Lavallée, it was also *Resolved:* To add after the word "Conditions," in the last line of the first paragraph of Sec. 1, the words "contained in the following sections".

At the suggestion of Ald. Giroux, it was also *Resolved:* To add, at the beginning of the 2nd paragraph of the said section, the words "The said Company will charge", and, after the word "lamps", in the first line of the said paragraph, the words "a price not exceeding."

On motion of Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. MERCIER, it was then

Resolved: That section 1, as amended, be agreed to. (Ald. Ward and Roy dissenting).

Section 2 being read, the same was amended by striking therefrom the words "Syndicat or" and replacing same by the word "said."

At the suggestion of Ald. Giroux, it was also *Resolved:* To add, after the word "price", in the 5th line, the words "which, in no case, shall exceed the prices above mentioned", and said section, as amended, was then agreed to.

Section 3 being read, the same was amended by adding, after the word "forfeit", in the 9th line, the words "for its benefit and advantage",

And, so amended, said section was agreed to.

Section 3 being read, it was moved by Ald. WARD, seconded by Ald. CARTER,

"That the words "and supplied and renewed free by the Company" be added to said section.

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Clearihue, Ward, Mount, Carter—6.

Nays: Proulx, M. Martin, Dagenais, Turner, Bumbray, N. Lapointe, Leclair, Giroux, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, McKenna—20.

So it was passed in the négative.

Section 4, as printed, is agreed to.

Section 5 being read,

Ald. ROY moved, seconded by Ald. WARD,

"That said section be struck and replaced by the following:

"Section 5.—The Syndicate or Company binds itself to "place its wires underground as soon as the City shall "have constructed its own conduits."

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Ward, Roy, Carter—5.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Leclair, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Mount, McKenna—23.

So it passed in the negative.

On motion of Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. MERCIER,

Section 5 was agreed to as printed. (Ald. Roy and L. A. Lapointe dissenting).

Section 6 being read,

Ald. ROY moved, seconded by Ald. WARD,

"That said section be amended by striking therefrom, in the 6th line, after the words "underground conduits", the words "and expropriating that part of the conduit system of the Syndicate in the streets where the laying of

les mots suivants soient ajoutés à la fin de cette section: "Sans pouvoir exiger aucune indemnité quelconque de la Cité."

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Robinson, Mount, Ward, Carter, McKenna—7.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Lamoureux—25.

Ladite proposition est ainsi négative.

La section 6 est alors agréée, après en avoir retranché les mots "de la canalisation du Syndicat," dans les 7ème et 8ème lignes, et en les remplaçant par les mots "de ladite Compagnie," et en retranchant "le Syndicat ou," dans la 9ème ligne, et en les remplaçant par le mot "ladite". (MM. les échevins Roy et Ward dissidents).

La section 7 étant lue,

M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin WARD,

Propose: Que ladite section soit amendée de façon à se lire comme suit:

"Qu'aucun loyer ne sera chargé pour les électromètres."

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Robinson, Ward, Mount, Carter, McKenna—7.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Lamoureux—25.

Ladite proposition est ainsi négative.

La section 7 étant lue,

A la suggestion de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: D'ajouter, après le mot "lampes", dans la 2ème ligne, les mots "ou moins," et, après le mot "valeur," dans la dernière ligne, le mot "marchande".

Ladite section, ainsi amendée, est alors agréée.

Les sections 8 et 9 étant lues, elles sont agréées.

La section 10 étant lue,

A la suggestion de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: D'ajouter à ladite clause les mots "lorsqu'on en fera la demande, et les frais seront payés par le consommateur, si c'est lui qui est en faute, et par la Compagnie, si c'est elle qui est en faute."

Ladite section, ainsi amendée, est alors agréée.

La section 11 étant lue,

A la suggestion de M. l'échevin Lévesque, il est

Résolu: D'ajouter, après les mots "recettes brutes," dans la 7ème ligne, les mots "qu'elle percevra dans les limites présentes ou futures de la Cité"; de changer le mot "il" en le remplaçant par le mot "elle," dans la 7ème ligne,

Les mots "le Syndicat ou" dans les 1ère et 5ème lignes, sont remplacés par le mot "ladite."

La section 11, ainsi amendée, est alors agréée.

La section 12 étant lue,

M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin WARD,

Propose: Que le mot "Compagnie," dans la 1ère ligne, soit remplacé par le mot "Cité," et en effaçant de ladite section les neuf derniers mots.

M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin GIROUX, propose en

Amendement: De biffer ladite section.

Et un débat s'engageant, avec la permission du Conseil, M. l'échevin Lévesque retire sa motion.

La proposition de M. l'échevin Carter étant alors mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, N. Lapointe, Robinson, Ward, Roy, Carter, McKenna—8.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—26.

Ladite proposition est ainsi négative.

wires underground may have been ordered, by paying the actual value thereof", and by adding the following words at the end of said section:

"Without said Company being entitled to any compensation whatever from the City."

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Robinson, Ward, Mount, Carter, McKenna—7.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Lamoureux—25.

So it was passed in the negative.

Section 6 was then agreed to, after striking therefrom the words "thereof" and "The Syndicate or", in the 8th and 9th lines, and replacing same by the words "of plant of said." (Ald. Roy and Ward dissenting).

Section 7 being read,

Ald. CARTER moved, seconded by Ald. WARD

"That the same be amended so as to read "That no charge will be made for rental of meters."

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Robinson, Ward, Mount, Carter, McKenna—7.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Lamoureux—25.

So it passed in the negative.

Section 7.—At the suggestion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: To add after the word "lamp," in the 2nd line, the words "or less," and, after the word "their," the word "commercial."

Said section, as amended, was then agreed to.

Sections 8 and 9 being read, they were agreed to.

Section 10 being read,

At the suggestion of Alderman Lavallée it was

Resolved: To add to said section the words "when asked for, and the cost of inspection shall be paid by the consumers when at fault, and by the Company, if it is the latter that is at fault."

Said section, as amended, was then agreed to.

Section 11 being read,

At the suggestion of Alderman Lévesque, it was

Resolved: To add after the word "earnings", in the 7th line, the words "derived of the exploitation within the present or future City limits."

The word "any", in the 3rd line, was also replaced by the word "all."

Section 11, as amended, was then agreed to.

Section 12 being read,

Alderman CARTER moved, seconded by Alderman WARD,

"That the word "Company," in the first line, be replaced by the "City," and by striking from said section the last seven words.

Ald. LEVESQUE moved in amendment; seconded by Ald. GIROUX,

"That said section be struck."

And a debate arising, with the permission of the Council, Ald. Lévesque withdrew his motion.

Ald. Carter's motion being then put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, N. Lapointe, Robinson, Ward, Roy, Carter, McKenna—8.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—26.

So it passed in the negative.

Ald. ROY further moved, seconded by Ald. WARD,

"That the following words, after the word "As" in the 1st line, "The said Syndicate or Company", be struck and

Sur ce M. l'échevin ROY, appuyé par M. l'échevin WARD,

Propose: Que les mots suivants, après le mot "que," dans la 1ère ligne, savoir: "ledit Syndicat ou Compagnie," soient biffés et remplacés par les mots "la Cité" et que, dans la 3ème ligne, le mot "il" soit remplacé par les mots "le Syndicat ou Compagnie."

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, Roy, Carter—5.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—26.

Ladite proposition est ainsi négativée.

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER,

Propose: De suspendre l'étude dudit règlement jusqu'à ce qu'un rapport de la Commission spéciale nommée à l'effet de s'aboucher avec la "Montreal Light, Heat and Power Company, ait été présenté au Conseil, à la prochaine assemblée.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Clearihue, Giroux, Robinson, Ward, Mount, Carter—7.

Contre: Larivière, Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, Roy, Lamoureux, Prud'homme—25.

Ladite proposition est ainsi négativée.

La section 12, ainsi amendée, est alors agréée. (M. l'échevin Roy dissident).

La section 13 étant lue, elle est amendée en biffant le mot "etc." dans la 6ème ligne, et en le remplaçant par les mots "ou voie publique."

Ladite section, ainsi amendée, est agréée.

La section 14 étant lue, elle est agréée.

La section 15 étant lue, elle est amendée en ajoutant, après le mot "système," dans la 8ème ligne, les mots "d'éclairage public," et, ainsi amendée, ladite section est agréée.

La section 16 étant lue,

A la suggestion de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: D'ajouter, après le mot "propriété," dans la 3ème ligne, les mots "privée ou publique," et, après le mot "d'éclairage," dans la 5ème ligne, les mots "de chauffage ou de force motrice et pour fins industrielles."

Ladite section, ainsi amendée, est alors agréée.

La section 17 étant lue,

A la suggestion de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: D'ajouter, après le mot "droit," dans la 10ème ligne, les mots "à sa discrétion," et en remplaçant les mots "de la dite somme" par les mots "dudit dépôt," dans la 11ème ligne, et en retranchant les mots "que la Ville," dans la 16ème ligne, par les mots "approuvées par la Cité et qu'elle," et aussi en ajoutant, après le mot "confisquer," dans les 11ème et 17ème lignes, les mots "pour son profit et avantage."

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER,

Propose: Que les mots suivants soient ajoutés à ladite section: "La Cité de Montréal aura le droit d'exproprier l'usine du pouvoir de ladite Compagnie et sa valeur (good will) et de se les approprier comme un tout complet (as a running concern), le prix devant en être fixé par arbitrage. L'un des arbitres devant être nommé par la Cité, un par la Compagnie et le troisième par l'un des juges de la Cour Supérieure."

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Lavallée, N. Lapointe, Robinson, Ward, Roy, Carter—8.

Contre: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, Mount, Lamoureux, Prud'homme—24.

Ladite proposition est ainsi négativée.

replaced by the words "The City," and that, in the 3rd line, the word "they" be replaced by the words "The Syndicate or Company."

The said motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, Roy, Carter—5.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Mount, Lamoureux, Prud'homme—26.

So it passed in the negative.

Ald. WARD then moved, seconded by Ald. CARTER,

"That further consideration of this by-law be suspended until a report of the Special Committee appointed to confer with the Montreal Light, Heat & Power Co. be made to the Council at the next meeting."

Said motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Clearihue, Giroux, Robinson, Ward, Mount, Carter—7.

Nays: Larivière, Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, Roy, Lamoureux, Prud'homme—25.

So it passed in the negative.

Section 12, as amended, was then agreed to. (Ald. Roy dissenting).

Section 13 being read, the same was amended by striking the word "etc." in the 6th line, and replacing same by the words "or public highways"

Said section, as amended, was then agreed to.

Section 14 being read, the same was agreed to.

Section 15 being read, the same was amended by adding, after the word "their," on the 7th line, the words "public lighting", and, so amended, said section was agreed to.

Section 16 being read, at the suggestion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: To add, after the word "or", in the 2nd line, the words "private or public", and, after the word "lighting", in the 4th line, the words "heating or power"

Said section, as amended, was then agreed to.

Section 17 being read, at the suggestion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: To add, after the word "right," in the 10th line, the words "At its discretion", and by replacing the word "sum," in the 11th line, by the word "deposit", and by striking the words "which the City," in the 14th and 15th lines, and replacing same by the words "approved by the City which the latter," and also by adding after the word "forfeit," in the 15th line, the words "for its benefit and advantage."

Ald. WARD then moved, seconded by Ald. CARTER,

"That the following words be added to said section: "The City of Montreal shall have the right to expropriate the Company's power-plant and goodwill and take over the same as a running concern, the price to be fixed by arbitration.. One of the arbitrators to be appointed by the City, one by the Company and the third by a Judge of the Superior Court."

This motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Lavallée, N. Lapointe, Robinson, Ward, Roy, Carter—8.

Nays: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, Mount, Lamoureux, Prud'homme—24.

So it passed in the negative.

M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE,

Propose: Que les chiffres "\$50,000" soient effacés et remplacés par les chiffres "\$100,000".

Et un débat s'engageant, ladite proposition est retirée.

Ladite section, ainsi amendée, est alors agréée.

La section 18 étant lue,

M. l'échevin DAGENAI, appuyé par M. l'échevin J.-B. A. MARTIN,

Propose: Que tous les mots, après le mot "année," dans la 7e ligne, jusqu'au mot "et", dans la 10ème ligne, soient biffés et remplacés par les suivants:

"Devra être en état, d'ici à la fin de l'année 1910, de fournir dans la Cité de Montréal une force de pas moins de 5,000 chevaux-vapeur, et, d'ici à la fin de l'année 1912, de pas moins de 10,000 chevaux-vapeur, et, d'ici à la fin de l'année 1915, de pas moins de 20,000 chevaux-vapeur."

Ladite proposition étant mise aux voix, elle est affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

Ladite section 18, ainsi amendée, est alors agréée.

Les sections 19 et 20 étant lues, elles sont agréées.

La section 21 étant lue, elle est amendée en ajoutant, après le mot "loisible", dans la 13ème ligne, les mots "dans ce cas". Et, ainsi amendée, ladite section est agréée.

La section 22 étant lue, elle est agréée.

Alors M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin MERCIER,

Propose: Que la clause suivante soit ajoutée audit règlement: "Si le règlement actuel n'est pas confirmé par le vote des contribuables de la Cité de Montréal, ou par un statut de la Législature, ledit règlement, en tant qu'il pourra être interprété comme accordant à une personne, société, corporation ou syndicat un privilège, droit ou franchise que la Cité possède actuellement et qu'elle peut accorder à telle personne, société, corporation ou syndicat, sera interprété comme conférant tel droit, privilège, droit ou franchise pour la période de temps que le Conseil peut, par règlement, accorder pour ce privilège, droit ou franchise sans telle confirmation."

Cette proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: M. Martin, Dagenais, Turner, Mercier, Nault, Lévesque—6.

Contre: L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, L'Espérance, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Couture, Laviolette, Robinson, Ward, J.-B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, Roy, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme—26.

Ladite proposition est ainsi négative.

Alors M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin DAGENAI,

Propose: Que la section suivante soit ajoutée audit règlement: "Que le présent privilège soit accordé pour une période de 10 ans, à compter de la date de la signature du contrat."

M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin WARD, propose en

Amendement: Que ledit privilège soit accordé pour 15 ans et que le présent règlement soit soumis aux contribuables suivant la loi.

Le Conseil se partage sur ledit amendement:

Pour: L.-A. Lapointe, Ward, Carter—3.

Contre: Larivière, Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Roy, Mount, Lamoureux, Prud'homme—27.

Ledit amendement est ainsi négatif.

La motion principale étant mise aux voix, elle est affirmative, et il est

Résolu: En conséquence. (M. l'échevin Ward dissident). Il est aussi

Résolu: Que, partout où les mots "le Syndicat ou" se lisent, dans ledit règlement, ces mots soient retranchés et remplacés par le mot "ladite".

M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN,

Propose: Que ledit règlement soit maintenant lu une deuxième fois.

Ald. LAVALLEE then moved, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE,

"That the figures "\$50,000" be struck and replaced by the figures "\$100,000".

And a debate arising, said motion was withdrawn.

Said section, as amended, was then agreed to.

Section 18 being read,

Ald. DAGENAI moved, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN,

"That all the words after the word "year" in the seventh line, to the word "and" in the 10th line, be struck, and replaced by the following:

"Shall be in a position by the end of the year 1910 to supply in the City electric energy of at least 5000 H. P., and by the end of the year 1912, of at least 10,000 H. P., and by the end of 1915 of at least 20,000 H. P."

Said motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

Section 18, as amended, was then agreed to.

Sections 19 and 20 being read, the same were agreed to.

Section 21 being read, the same was amended by adding, after the word "City," in the 13th line, the words "in such case",

And, so amended, the same was agreed to.

Section 22 being read, the same was agreed to.

Ald. LEVESQUE then moved, seconded by Ald. MERCIER,

"That the following clause be added to said by-law:

"If the present by-law is not confirmed by a vote of the ratepayers of the City of Montréal, or by an Act of the Legislature, the same, in so far as it can be interpreted as granting to a person, society, corporation or syndicate, a privilege, right or franchise, that the City actually possesses or has the right to grant to such person, society, corporation or syndicate, shall be interpreted as granting such privilege, right or franchise for a period of time which the Council can by by-law grant for such privilege, right or franchise without such confirmation."

Said motion being put, the Council divided:

Yeas: M. Martin, Dagenais, Turner, Mercier, Nault, Lévesque—6.

Nays: L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, L'Espérance, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Couture, Laviolette, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, Roy, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme—26.

So it passed in the negative.

Ald. LEVESQUE then moved, seconded by Ald. DAGENAI,

"That the following section be added to said by-law:

"The present privilege is granted for a period of 10 years to be computed from the date of the signature of the contract."

Moved in amendment by Ald. CARTER, seconded by Ald. WARD,

"That said privilege be granted for 15 years, and that the present by-law be submitted to the ratepayers according to law."

The Council divided on the said amendment:

Yeas: L. A. Lapointe, Ward, Carter—3.

Nays: Larivière, Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Roy, Mount, Lamoureux, Prud'homme—27.

So it passed in the negative.

The motion of Ald. Lévesque being then put, it was carried, and

Resolved: Accordingly. (Ald. Ward dissenting).

It was also

Resolved: That, wherever the words "or syndicate" appear in said by-law, the same be struck and replaced by the word "said."

Ald. LEVESQUE then moved, seconded by Ald. MARTIN;

Et ledit règlement est en conséquence lu pour la deuxième fois.

Sur ce M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin GIROUX,

Propose: Que, avant de procéder à la troisième lecture du règlement tel qu'amendé, il soit renvoyé au Département en Loi afin d'obtenir son opinion sur la légalité des amendements qui viennent d'être effectués, conformément aux clauses 73 et 76 des Règles du Conseil, et que ledit règlement soit réimprimé avant de subir sa 3^{ème} lecture. Le Département en Loi devra en outre dire si les lettres déposées devant le Conseil, ce jour, de la part de la "Canadian Light & Power Co." et de M. E.-A. Robert, sont suffisantes pour substituer ladite "Canadian Light & Power Co." aux droits dudit E.-A. Robert et pour permettre à la Ville de transiger légalement avec ladite Compagnie quant au dépôt effectué par ledit E.-A. Robert.

Alors M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN,

Propose: Que les règles du Conseil soient suspendues.

M. l'échevin DAGENAIS, appuyé par M. l'échevin PROULX, propose en

Amendement: Que les règles 73, 76 et 79 soient suspendues afin de permettre au Conseil de procéder à la troisième lecture dudit règlement.

Le Conseil se partage sur ledit amendement:

Pour: Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Mount, Lamoureux—19.

Contre: L.-A. Lapointe, Clearihue, Lavallée, N. Lapointe, Giroux, Lavolette, Ward, Roy, Carter—9.

Ledit amendement est ainsi affirmatif, et il est

Résolu: En conséquence.

M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin MERCIER,

Propose: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Le Conseil se partage sur ladite proposition:

Pour: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Lavolette, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Mount, Carter, Lamoureux—26.

Contre: L.-A. Lapointe, Ward, Roy—3.

Ledit règlement est en conséquence lu pour la troisième fois.

Sur proposition de M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin MERCIER, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au greffier de la Ville pour qu'ils apposent leurs signatures.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE,

Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

JULES CREPEAU,
Sous-greffier de la Ville.

COMMISSION DE L'AQUEDUC

Compte rendu de l'assemblée du 7 juillet

Sont présents: MM. les échevins Clearihue, président, Marin, Lamoureux, Lévesque, Roy, Turner et Dagenais.

1.—M. l'échevin L'Espérance se présente devant la Commission et demande de livrer de l'eau dans des tonnes aux citoyens de Roseland.

Le surintendant soumet un rapport démontrant qu'il a besoin d'un crédit de \$1,500 pour fournir l'eau à la tonne aux quartiers récemment annexés.

"That said by-law, as amended, be read a second time."

Said by-law was accordingly read a second time.

Ald. LAVALLEE, thereupon moved, seconded by Ald. GIROUX,

"That, before proceeding to the third reading of this by-law as amended, the same be referred to the Law Department, so as to get their opinion on the legality of the amendments which have just been made, in accordance with clauses 73 and 76 of the rules of the Council and that said by-law be reprinted before its 3rd reading. The Law Department to state moreover if the letters laid this day before the Council, from the Canadian Light & Power Co., and from E. A. Robert, are sufficient to substitute the said Canadian Light & Power Co., to the rights of the said E. A. Robert and to enable the City to legally deal with the said company as to the deposit made by the said E. A. Robert."

Ald. LEVESQUE then moved, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN,

"That the rules of Council be suspended."

Moved in amendment by Ald. DAGENAIS, seconded by Ald. PROULX,

"That rules 73, 76 and 79 be suspended, so as to allow the Council to proceed to the 3rd reading of this by-law."

The Council divided thereon:

Yeas: Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Leclaire, Mercier, Couture, Gadbois, J. B. A. Martin, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Mount, Lamoureux—19.

Nays: L. A. Lapointe, Clearihue, Lavallée, N. Lapointe, Giroux, Lavolette, Ward, Roy, Carter—9.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Moved by Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. MERCIER,

"That said by-law be now read a third time."

The Council divided thereon:

Yeas: Proulx, Clearihue, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Turner, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, Mercier, Couture, Lavolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Mount, Carter, Lamoureux—26.

Nays: L. A. Lapointe, Ward, Roy—3.

Said by-law was accordingly read a third time.

On motion of Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. MERCIER, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVALLEE,

The Council adjourned.

L.-O. DAVID,
City Clerk.

JULES CREPEAU,
Asst. City Clerk.

WATER COMMITTEE

Report of meeting held the 7th of July.

Present, Ald. Clearihue, chairman, Marin, Lamoureux, Turner and Dagenais.

1.—Alderman L'Espérance appeared before the Committee and asked that water in puncheons be supplied to residents in Roseland.

The superintendent submitted a report showing that he would require an appropriation of \$1,500 to supply water in puncheons to the newly annexed wards.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$1,500, suivant le rapport du surintendant.

2.—Soumis et lu un extrait des minutes de la Commission des Finances renvoyant de nouveau à la Commission de l'Aqueduc son rapport qui demande un crédit de \$12,000 pour poser des conduites principales dans certaines rues du quartier St-Jean-Baptiste, et que le rapport du surintendant soit corrigé suivant les faits.

Lu un rapport du surintendant corrigeant son premier rapport.

Résolu: De transmettre à la Commission des Finances le rapport corrigé du surintendant.

3.—Soumise et lue une lettre de la "John McDougall Cal. Iron Works Co.", demandant à la Commission de prendre en considération ses offres du 19 décembre 1907 et du 18 juin 1908 pour les compteurs Venturi, la confection de ces compteurs devant être assez longue.

Le surintendant soumet les offres de ladite Compagnie pour compteurs Venturi, comme suit:

Compteur Venturi pour la nouvelle conduite . . .	\$3,315.
Compteur Venturi pour la nouvelle pompe . . .	2,478.

M. Lister, le représentant de la Compagnie, déclare que sa Compagnie est le seul agent pour le compteur Venturi, en Canada.

Après quelque discussion, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant que les compteurs soient achetés de la "John McDougall Cal. Iron Works Co.", suivant ses soumissions, vu qu'elle est le seul agent au Canada.

4.—Le surintendant rapporte que la "Canadian Iron Foundry Co.", à laquelle a été adjugée la fourniture de 8,000 pieds de tuyaux de 30", est d'environ quatre semaines en retard dans la livraison des tuyaux, et il suggère de la protester.

Résolu: Que le surintendant prie les avocats de signifier à ladite Compagnie un protêt notarié.

5.—Soumis et lu un estimé du surintendant indiquant la quantité de travaux exécutés par l'entrepreneur M. P. McGovern, dans la construction de la nouvelle conduite; \$66,354.92 dûs au 7 juillet.

Résolu: De payer à M. McGovern \$65,000 en acompte sur les travaux exécutés, conformément à l'estimé du surintendant.

6.—Le surintendant rapporte qu'à la section 110 il a changé le mode de construction de la boîte devant contenir le sous-drain qui se rattache à la nouvelle conduite, changement qui réduira le coût de la boîte à \$2.50 le pied.

Approuvé.

7.—Soumis et lu un rapport du surintendant demandant un crédit de \$10,450 pour la pose de nouvelles conduites principales dans les rues où des tuyaux de service sont requis.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$10,450 suivant le rapport du surintendant.

8.—Soumis et lu un rapport du surintendant qui demande l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$1,900, du crédit affecté aux tuyaux de distribution, et d'appliquer ce montant au pavillon des roues, ce crédit étant presque épuisé.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport à l'effet d'autoriser le virement dudit crédit, suivant le rapport du surintendant.

9.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée de la Commission des Finances renvoyant à la Commission de l'Aqueduc plusieurs rapports de la Commission de la Voirie re rues qui doivent être pavées, et demandant un rapport du surintendant sur l'état des conduites principales, etc. Le surintendant soumet les rapports et déclare qu'il s'est conformé à ladite demande.

Résolu: De renvoyer ces rapports à la Commission des Finances.

10.—Le surintendant rapporte que certains propriétaires de la ruelle Longueuil demandent de changer les tuyaux principaux de 6" en tuyaux de 8" afin de pouvoir placer dans leurs édifices des extincteurs automatiques. Le coût du changement demandé serait d'environ \$1,371 pour lequel le service des Incendies n'a aucun crédit.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant

Resolved: To report to the Council asking for an appropriation of \$1,500 as per the superintendent's report.

2.—Submitted and read an extract from the Finance Committee, referring back to the Water Committee, their report asking for \$12,000 to lay larger mains in certain streets in St-Jean-Baptiste ward, and asking that the superintendent's report be corrected according to facts.

Read a report from the superintendent correction his former report.

Resolved: That the superintendent's corrected report be sent to the Finance Committee.

3.—Submitted and read a letter from the John McDougall Cal. Iron Works Co. asking that the Committee consider their offers of the 19th December 1907, and June 18th 1908, for Venturi meters, as it would take some time to have same made.

The superintendent submitted the above Company's offers for Venturi meters as follows:

Venturi meter for the new conduit	\$3,315.
Venturi meter for the new pump	2,478.

Mr. Lister, the Company's representative, who was present, declared before the Committee that his Company were the only agents for Venturi meters in Canada.

After some discussion, it was

Resolved: To report to Council asking that the meters be purchased from the John McDougall Cal. Iron Works Co. as per their tenders, they being the sole agents in Canada.

4.—The superintendent reported that the Canadian Iron & Foundry Co. who were awarded the contract for 8,000 feet of 30" pipe are about four weeks behind in the delivery of the pipes, and he suggested that they be protested.

Resolved: That the superintendent be instructed to request the City attorneys to serve the Company with a notarial protest.

5.—Submitted and read an estimate from the superintendent showing amount of work done, by the contractor Mr. P. McGovern, in connection with the new conduit, amounting to \$66,354.92 due up to the 7th July.

Resolved: To pay to Mr. McGovern \$65,000 on account of work done in accordance with the superintendent's estimate.

6.—The superintendent reported that at section 110 he had changed the mode of constructing the box to contain the sub-drain in connection with the new conduit, which change would reduce the cost of the box to \$2.50 per foot.

Approuvé.

7.—Submitted and read a report from the superintendent asking for an appropriation of \$10,450, to lay new mains in streets where service pipes have been asked for.

Resolved: To report to the Council asking for the sum of \$10,450 as per the superintendent's report.

8.—Submitted and read a report from the superintendent asking permission to vary the sum of \$1,900 from Distribution Pipes and apply same to Wheel House as the latter appropriation is about exhausted.

Resolved: To report to the Council for permission to vary the appropriation as per the superintendent's report.

9.—Submitted and read an extract from the minutes of a meeting of the Finance Committee, referring to the Water department several reports from the Road Committee, re streets which they propose paving, and asking for a report from the superintendent as to the condition of the water mains, etc.

The superintendent submitted the reports and stated he had complied with the request.

Resolved: To refer the reports to the Finance Committee.

10.—The superintendent reported that certain proprietors in Longueuil Lane asked that the present 6" main be changed to 8" so that they may put in fire mains in their buildings. The cost of this change would be about \$1,371. for which the department have no appropriation.

un crédit de \$1,371 pour poser un tuyau principal de 8" dans la ruelle Longueuil.

11.—Lu un extrait des minutes d'une assemblée de la Commission des Finances demandant un estimé du coût de la pose d'une conduite-maîtresse de 24" dans la rue St-Jacques:

- 1o de la rue Dominion à la rue Guy;
- 2o de la rue Dominion à l'avenue Atwater.

Est aussi lu un rapport du surintendant établissant que la 1ère section coûtera \$21,600 et la 2ième section \$11,775.

Résolu: De renvoyer ce rapport à la Commission des Finances.

12.—*Résolu:* De rembourser aux personnes suivantes les dépôts retenus sur leurs contrats, lesdits contrats étant exécutés:

John Farmer	\$1,500
J.-T. Marchand & Cie	100
Thos. Robertson & Co.	425

13.—Lue une lettre de la "Geo. Hall Coal Co.", offrant de vendre du charbon à vapeur au service de l'Aqueduc à raison de \$4.25 la tonne, tout venant, et à \$3.65 la tonne "slack".

Déposé sur le bureau.
Ajournement.

FRANK DOWD,
Secrétaire.

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 7 juillet

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Duquette, Bumbray et Ward.

REQUETES, ETC.

1.—De la "Central Heat, Light & Power Co., Ltd.", demandant la permission de poser un tuyau de 3 pouces dans la rue St-Charles-Borromée, à 150 pieds au Nord de la rue Craig.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville pour un rapport et un plan.

2.—Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant de changer le nom de la rue Champagne en celui de St-Roch. (MM. les échevins Larivière et Leclaire dissidents).

3.—Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à acheter 50 tonnes d'asphalte mexicain Ebano, à titre d'essai, lequel devra être posé le long d'un autre asphalte.

4.—L'inspecteur de la Ville recommande l'achat d'un malaxeur à vapeur Smith.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à acheter un malaxeur à vapeur Smith.

5.—Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville reçoive instruction de voir à ce que le mélange de béton, préparé par les entrepreneurs pour la confection de pavages permanents, soit fait par un malaxeur gradué (*batch concrete mixer*), ou, à défaut de ce malaxeur gradué, à ce que le mélange soit fait de main d'homme, au lieu d'être fait par un malaxeur non gradué (*continuous concrete mixer*). (M. l'échevin Duquette dissident).

6.—M. le président attire l'attention de la Commission sur la critique d'un journal au sujet de l'exécution des travaux, et notamment du macadamisage des rues; et il demande aux surintendants du service de la Voirie qu'elle sorte de pierre ils employent pour le macadam.

MM. Scanlan et Frigon, surintendants, déclarent que la pierre qu'ils employent est du "banc-rouge".

7.—De la "Montreal Light, Heat & Power Co.", demandant la permission de construire une voie d'embranchement traversant la rue De Lévis.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville pour un rapport.

Resolved: To report to the Council asking for an appropriation of \$1,371. to lay an 8" main in Longueuil Lane.

11.—Read an extract from the minutes of a meeting of the Finance Committee asking the cost of laying a 24" main in St. James street. 1st from Dominion to Guy st. 2nd from Dominion to Atwater avenue.

Also read a report from the superintendent showing that the 1st section will cost \$21,600. and the 2nd section \$11,775.

Resolved: To refer the report to the Finance Committee.

12.—*Resolved:* To refund the following parties their deposits retained in connection with contracts now completed:

John Farmer	\$1,500
J. T. Marchand & Co.	100
Thos. Robertson & Co.	425

13.—Read a letter from Geo. Hall Coal Co. offering to sell steam coal to the department at \$4.25 per ton for run of mine, \$3.65 per ton slack.

Laid on the table.

Adjourned.

FRANK DOWD,
Secretary.

ROAD COMMITTEE

Report of meeting held the 7th of July.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Duquette, Bumbray and Ward.

PETITIONS, ETC.

1.—From the Central Heat, Light & Power Co. Ltd., asking permission to lay a 3 inch pipe in St. Chs-Borromee street to 150 feet north of Craig street.

2.—On motion of Ald. Ward, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the name of Champagne street be changed into that of St. Roch street (Ald. Larivière and Leclaire dissenting).

3.—On motion of Ald. Ward, it was

Resolved: That the City surveyor be authorized to purchase 50 tons of Mexican asphalt Ebano, for a test, to be laid close to another kind of asphalt.

4.—The City surveyor recommended the purchase of a Smith steam concrete mixer.

Resolved: That the City surveyor be authorized to purchase a Smith steam concrete mixer.

5.—On motion of Ald. Ward, it was

Resolved: That the City surveyor be instructed to see that the concrete mixture, prepared by the contractors for permanent pavings, is made with a Batch concrete mixer. If the mixer cannot be secured then the mixture must be made by hand instead of being done by a continuous concrete mixer. (Ald. Duquette dissenting).

6.—The chairman drew the attention of the Committee to the criticism of a newspaper anent the execution of works, and more particularly in regard to the macadamizing of streets; and he asked the superintendents of the Road department to state what kind of stone they use for macadam.

Messrs. Scanlan and Frigon superintendents stated that the stone used was banc-rouge.

7.—From the Montreal Light, Heat & Power Co., asking permission to construct a branch line across DeLevis street.

Referred to the City surveyor for a report.

8.—De la "Empire Light Co.", demandant la permission d'ériger six lampes d'éclairage, le 15 et 16 du courant, pour la convention des municipalités canadiennes.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à accorder temporairement ladite permission, à la condition que le tout soit aux frais de ladite Compagnie.

9.—De la "St. Laurent Quarry Co.", offrant de fournir de la pierre concassée à raison de \$1.63 la tonne.

Déposée sur le bureau.

10.—De M. Jos. Roy, demandant une position de contre-maître dans le service de la Voirie.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville avec prière de lui faire subir un examen sur ses capacités.

11.—De la "Hall Engineering Works Co.", demandant de placer une poutre en forme de I au-dessus du trottoir en face du No 14 rue des Jurés, pour transporter les grosses pièces dans ses nouveaux ateliers.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville pour un rapport.

12.—De MM. Chagnon & Desjardins, demandant le remboursement de leur dépôt de \$1,500.

Résolu: Que le trésorier de la Ville soit autorisé à rembourser à MM. Chagnon & Desjardins leur dépôt de \$1,500 effectué avec leur soumission pour la construction d'un égout dans la Sixième avenue, dans Rosemont.

13.—Des contremaîtres divisionnaires du service de la Voirie, demandant d'être payés pour la surveillance de l'arrosage, le dimanche.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation de payer les contremaîtres divisionnaires pour le temps supplémentaire de la surveillance de l'arrosage des rues, le dimanche.

14.—De M. Jas. Williamson, procureur de la succession Logan, offrant de vendre à la Cité tout le terrain nécessaire, appartenant à ladite succession, entre l'avenue Papineau et la rue Lasalle, pour l'ouverture de l'avenue du Palais, à raison de 15c. le pied.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville avec prière de préparer un plan démontrant les propriétés à acquérir pour l'ouverture de ladite avenue du Palais.

15.—De M. J.-A. Major, offrant de vendre à la Cité 1,500 à 2,000 verges de pierre concassée, délivrée dans les rues de la partie Ouest, à raison de \$1.50 la tonne de 2,000 livres.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville.

16.—Sur proposition de M. l'échevin Leclaire, il est *Résolu:* Que l'inspecteur de la Ville soit prié de donner avis aux propriétaires de la "Crystal Land Co." de lui soumettre les plans pour l'ouverture des rues projetées dans le quartier St-Denis, conformément au règlement No 270, sections 10 et 13.

RAPPORTS

17.—De l'inspecteur de la Ville, demandant l'achat de deux instruments pour les niveaux.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à acheter un instrument pour les niveaux, à même les fonds du demandant et, de plus, de présenter au Conseil un rapport instrument qu'un crédit de \$320 soit voté pour acheter deux instruments pour les niveaux.

18.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, attirant l'attention de la Commission sur la nuisance qui existe aux places de cochers de fiacre, nuisance due au manque d'eau et de cabinets d'aisances, et ajoutant que la santé publique ainsi que la décence publique sont en jeu dans cette affaire.

Déposé sur le bureau.

19.—Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est *Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant d'acquérir une partie du lot 328-329 du quartier St-Denis pour l'élargissement de la rue Mentana, dans le but de faire une amélioration d'intérêt général et d'utilité publique. Le tout sujet à un rapport de l'inspecteur de la Ville.

20.—Sur proposition de M. l'échevin O'Connell, il est *Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un crédit de \$7,000 soit voté pour paver en asphalte et en blocs de granit la rue Université, à partir de la rue Burnside jusqu'à la rue Sherbrooke.

21.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recom-

8.—From the Empire Light Co., asking permission to place six lamps, on the 15th and 16th instant for the convention of the Canadian Municipalities' Association.

Resolved: That the City surveyor be authorized to temporarily grant said permission, provided the whole is at the Company's expense.

9.—From the St. Lawrence Quarry Co., offering to supply broken stone for \$1.63 per ton.

Laid on the table.

10.—From Mr. Jos. Roy, asking for a position as foreman in the Road department.

Referred to the City surveyor with instructions to examine Mr. Roy as to his qualifications.

11.—From the Hall Engineering Works, asking permission to place an "I" beam over the sidewalk, in front of No 14 Jurors street, for the purpose of hauling large pieces into the shop.

Referred to the City surveyor for a report.

12.—From Messrs. Chagnon & Desjardins, asking that they be refunded their deposit of \$1,500.

Resolved: That the City treasurer be authorized to reimburse Messrs Chagnon & Desjardins their deposit of \$1,500 made with their tender for a sewer in Sixth avenue, Rosemont.

13.—From the section foremen of the Road department asking that they be paid to supervise sprinkling on Sundays.

Resolved: That a report be made to Council for authority to pay the section foremen for extra work in connection with the supervision of street sprinkling on Sundays.

4.—From Mr. Jos. Williamson, attorney for the Logan estate, offering to sell to the City all the necessary land belonging to said estate, between Papineau avenue and LaSalle street for the opening of Palace avenue, at 15c a foot.

Referred to the City surveyor for a plan showing the properties to be purchased for the opening of said Palace avenue.

15.—From Mr. J. A. Major, offering to sell to the City 1,500 to 2,000 yards of broken stone, delivered in the streets in the West part of the City, at \$1.50 per ton of 2,000 pounds.

Referred to the City surveyor.

16.—On motion of Ald. Leclaire, it was

Resolved: That the City surveyor be instructed to notify the proprietors of the Cristal Land Co. to submit plans for the opening of proposed streets in St. Denis ward, according to by-law No. 270, sections 10 and 13.

REPORTS.

17.—From the City surveyor asking to purchase two instruments for levels.

Resolved: That the City surveyor be authorized to purchase such instrument, out of contingencies, and, furthermore, that a report be made to Council asking for an appropriation of \$320 for two instruments for levels.

18.—From the Hygiene and Statistics Committee, drawing the Committee's attention to the nuisance at the cabstands which is caused by the want of water-closets, and adding that public health as well as public decency are at stake in this matter.

Laid on the table.

19.—On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that a part of lot 328-329, in St. Denis ward, be purchased for the widening of Mentana street, for an improvement of general interest and of public utility. The whole subject to a report from the City surveyor.

20.—On motion of Ald. O'Connell, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that an appropriation of \$7,000 be voted to pave with asphalt and granite blocks, University street, from Burnside to Sherbrooke street.

21.—*Resolved:* That a report be made to Council re-

mandant qu'un crédit de \$360 soit voté pour acheter une machine à copier les plans.

22.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un crédit de \$3,000 soit voté pour les services de deux ingénieurs civils supplémentaires.

23.—De l'inspecteur de la Ville, au sujet de la requête de M. James Coristine qui demande la permission de poser un tuyau à vapeur de 4 pouces, emboîté dans un tuyau de 6 pouces, dans la rue St-Paul, du No 459 au No 454, pour les fins de chauffage.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant que permission soit accordée à M. James Coristine de poser un tuyau à vapeur de 4 pouces, emboîté dans un tuyau de 6 pouces, dans la rue St-Paul, du No 459 au No 454 de ladite rue, pour les fins de chauffage de sa propriété, conformément au règlement No 362; et, de plus, qu'un acte notarié soit préparé et enregistré en conséquence, et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

24.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un crédit de \$350 soit voté pour le parachèvement de l'égout de la rue Beaubien, à partir de la rue Labelle jusqu'à une distance de 110 pieds vers l'Est; \$200 payables par les propriétaires intéressés et \$150 par la Ville.

25.—Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant la confection de trottoirs permanents dans les rues ci-après mentionnées conformément à la section 20, articles 453 et 456 de la charte de la Ville, telle qu'amendée, moitié du coût, payable par les propriétaires intéressés et moitié par la Ville:

Localité	Matériel	Quote-part des Propriétaires.	Quote-part de la Ville.
Dufort, côté Est, de Bayle à Saint-Luc	Dalles écossaises et coaltar.	\$1,450.00	\$1,450.00
Dufort, côté Ouest, de Dorchester à Saint-Luc	"	2,220.00	2,220.00
Simpson, côté Est, de Sherbrooke vers le Nord	"	912.00	912.00
Saint-Marc, No. 75 à 83	"	150.00	150.00
Maisonneuve, côté Ouest, de Dorchester à Sainte-Catherine	Asphalte Limmer.	1,100.00	1,100.00
Coin Nord-Ouest des rues Saint-Jacques et Agnès	Dalles Danforth et coaltar.	19.50	19.50
Coin Nord-Est des rues Notre-Dame et Saint-Remi	Dalles de N. Y. et coaltar.	181.50	181.50
Quote-part des propriétaires		\$6,033.00	
Quote-part de la Ville		\$6,033.00	
Total		\$12,066.00	

26.—De l'inspecteur de la Ville, au sujet de la requête demandant la construction d'un égout dans la rue Rivard, à partir de l'avenue Laurier jusqu'à la rue Bibaud, déclarant que cette partie de ladite rue Rivard n'est pas la propriété de la Ville.

Déposé aux archives.

27.—De l'inspecteur de la Ville, recommandant la construction d'égouts dans certaines rues.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport, dans chaque cas, recommandant la construction d'égouts dans les rues ci-après mentionnées:

Rue St-André, à partir de la hauteur des terres de la rue Bélanger *viâ* rue Rose-de-Lima jusqu'à la rue St-Hubert.

Rue DeMontigny, à partir de la rue Parthenais jusqu'à la rue Fullum.

Rue Rose-de-Lima (quartier St-Henri) à partir de la rue Workman jusqu'à la rue Notre-Dame.

Sixième avenue (Rosemont), à partir de la rue Masson jusqu'au chemin de la Côte Visitation.

Quatrième avenue (Rosemont), à partir de la rue Verchères jusqu'à la rue Dandurand.

Avenue Labelle, à partir de l'extrémité de l'égout actuel vers le Nord jusqu'à la rue Marie-Anne.

Rue Labelle, à partir de l'extrémité de l'égout actuel

commendant que an appropriation of \$360 be voted to purchase a blue printing machine.

22.—*Resolved*: That a report be made to Council recommending that an appropriation of \$3,000 be voted for the services of two additional civil engineers.

23.—From the City surveyor anent the request of Mr. James Coristine for permission to lay a 4 inch steam pipe placed in a 6 inch pipe, in St. Paul street, from No 459 to No 454, for heating purposes.

Resolved: That a report be made to Council recommending that permission be granted to Mr. James Coristine to lay a 4 inch steam pipe placed in a 6 inch pipe, in St. Paul street, from No. 459 to No. 454 of said street, for the heating of his property, in accordance with by-law No. 362; and, furthermore, that a notarial deed be prepared and registered accordingly, and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign same on behalf of the City.

24.—*Resolved*: That a report be made to Council recommending that an appropriation of \$350 be voted for the completion of the Beaubien street sewer, from Labelle street to a distance 110 feet eastwards; \$200 payable by interested proprietors and \$150 by the City.

25.—On motion of Ald. Ward, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that permanent sidewalks be constructed in the un-dermentioned streets, in accordance with section 20, articles 453 and 456 of the City charter as amended; one-half of the cost to be paid by interested proprietors and one-half by the City:

Site	Material	Proprietors' share	City's share
Fort street, East side, from Bayle to St. Luke	Scotch flags and Coaltar	\$1,450.00	\$1,450.00
Fort street, West side, from Dorchester to St. Luke	do	2,220.00	2,220.00
Simpson, East side, from Sherbrooke, Northwards	do	912.00	912.00
St. Mark, Nos 75 to 83	do	150.00	150.00
Maisonneuve, West side, from Dorchester to St. Catherine	Limmer asphalt	1,100.00	1,100.00
North-West corner of St. James and Agnes sts	Danforth flags and coaltar	19.50	19.50
North-East corner of Notre-Dame and St. Remi streets	N. Y. flags and coaltar	181.50	181.50
Proprietors' share		\$6,033.00	
City's share		\$6,033.00	
Total		\$12,066.00	

26.—From the City surveyor anent the petition for a sewer in Rivard street, from Laurier avenue to Bibaud street, stating that the said part of Rivard street is not the City's property.

Filed of record.

27.—From the City surveyor recommending the construction of sewers in the streets hereunder mentioned:

St. André street, from the height of land of Bélanger street *viâ* Rose-de-Lima to St. Hubert.

DeMontigny, from Parthenais to Fullum.

Rose-de-Lima (St. Henry ward) from Workman to Notre-Dame street.

Sixth avenue (Rosemont) from Masson to Côte Visitation road.

Fourth avenue (Rosemont) from Verchères to Dandurand.

Labelle avenue, from the end of the existing sewer northwards to Mary-Ann street.

Labelle street, from the end of the existing sewer to the

Jusqu'aux anciennes limites de la Cité, du quartier St-Denis à la rue St-Hubert via la rue Morin.

old City limits, from St. Denis ward to St. Hubert street via Morin street.

Ajournement.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

COMMISSION DE L'HOTEL DE VILLE

CITY HALL COMMITTEE

Compte rendu de l'assemblée du 8 juillet

Report of meeting held the 8th of July.

Sont présents: MM. les échevins L'Espérance, président, Major, Couture, Mount, Giroux et Ward.

Present: Ald. L'Espérance, chairman, Major, Couture, Mount, Giroux and Ward.

HOTEL DE VILLE

CITY HALL

1.—Le sous-greffier de la Ville ouvre les soumissions suivantes pour les divers travaux à exécuter à l'hôtel de ville:

1.—The Assistant City clerk opened the following tenders for the different works to be done at the City Hall:

Couverture:

Jos. Laurier	\$12,646.00
T. Lessard & Fils, Ltée	16,000.00
Daniel Kochenburger	17,895.00
Laurin Construction Co., Ltd.	18,265.00
Vaillancourt & Hardy	18,535.00

Portique:

O. Martineau & Fils	\$1,375.00
Latreille & Frère	2,999.00
Laurin Construction Co., Ltd.	3,267.00
Labelle & Lessard	3,465.00
O. Filion	5,875.00

Plancher:

G. Glibert	\$11,288.60
Labelle & Lessard	12,600.00
Hamon & Hess	13,650.00
Laurin Construction Co., Ltd.	14,000.00

Ascenseur:

Parkin Elevator Co.	\$11,060.00
Côté Bros. & Burritt	11,550.00
Otis-Fensom Elevator Co.	11,957.00
Laurin Construction Co., Ltd.	12,700.00

Roofing:

Jos. Laurier	\$12,646.00
T. Lessard & Fils, Ltée	16,000.00
Daniel Kochenburger	17,895.00
Laurin Construction Co., Ltd.	18,265.00
Vaillancourt & Hardy	18,535.00

Portico:

O. Martineau & Fils	\$1,375.00
Latreille & Frère	2,999.00
Laurin Construction Co., Ltd.	3,267.00
Labelle & Lessard	3,465.00
O. Filion	5,875.00

Flooring:

G. Glibert	\$11,288.60
Labelle & Lessard	12,600.00
Hamon & Hess	13,650.00
Laurin Construction Co., Ltd.	14,000.00

Elevators:

Parkin Elevator Co.	\$11,060.00
Côté Bros. & Burritt	11,550.00
Otis-Fensom Elevator Co.	11,957.00
Laurin Construction Co., Ltd.	12,700.00

On motion of Ald. Giroux, it was

Resolved: To adjourn, after the current matters have been dealt with, until Friday next, at 11 o'clock a. m., to consider said tenders.

On motion of Ald. Ward, it was also

Resolved: That the sub-committee of the City Hall be instructed to visit some of the principal elevators placed in Montreal by the tenderers, and to report for next Friday's meeting.

2.—The chairman of the Road Committee appeared before the Committee, and, having shown that the Road department urgently needed extension, asked that new offices be placed at the disposal of said department.

The matter was referred to the City Hall sub-committee.

3.—Consideration of this Committee's report referred back by Council, awarding the supply of coal was deferred until next meeting.

4.—Submitted and read a petition from the Chief of Police asking that the telephone of the ex-chief of Police of the former municipality of Côte-des-Neiges be transferred to the new No. 18 Police station, in Mount Royal ward.

Referred to the City Hall superintendent for a report.

5.—Submitted and read a petition from the Asst.-City-treasurer asking for a telephone.

Resolved: That a report be made to Council asking for the necessary appropriation so as to grant said request.

6.—Referred to the City Hall sub-committee:

a) A letter from the Canada Fire Hose Co., offering chemical extinguishers;

Sur proposition de M. l'échevin Giroux, il est Résolu: D'ajourner, après l'expédition des affaires de routine, cette assemblée à vendredi prochain, à 11 heures de l'avant-midi, pour prendre en considération ces soumissions.

Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est aussi Résolu: De donner à la sous-commission de l'Hôtel de Ville instructions de visiter quelques-uns des principaux ascenseurs posés à Montréal par les soumissionnaires, et de faire rapport pour l'assemblée de vendredi.

2.—M. le président de la Voirie se présente devant la Commission et, ayant démontré que le département de la Voirie se trouve dans un pressant besoin d'agrandissement, il demande que de nouveaux bureaux soient mis à la disposition de ce département.

Question référée à la sous-commission de l'Hôtel de Ville.

3.—Est différée à la prochaine assemblée la prise en considération du rapport de cette Commission, renvoyé par le Conseil, adjugeant la fourniture du charbon.

4.—Soumise et lue une requête du chef de Police demandant de transporter le téléphone du ci-devant chef de Police de la ci-devant municipalité de la Côte-des-Neiges au nouveau poste de Police No 18, dans le quartier Mont-Royal.

Référée au surintendant de l'Hôtel de Ville pour un rapport.

5.—Soumise et lue une requête de l'assistant-trésorier demandant un téléphone.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant le crédit nécessaire pour faire droit à cette requête.

6.—Sont référés à la sous-commission de l'Hôtel de Ville:

a) Une lettre de la "Canadian Fire Hose Co.," offrant des extincteurs chimiques;

b) Une requête du guide de l'Hôtel de Ville, demandant un insigne d'agent de Police;

c) Un extrait des minutes de la Commission d'Hygiène et de Statistiques, demandant un classeur pour le service de l'inspection des Aliments.

"GAZETTE MUNICIPALE"

7.—Est différé à la prochaine assemblée un extrait des minutes du Conseil (6 juillet), posant à cette Commission certaines questions au sujet de M. Clifford Smith, assistant-rédacteur de la *Gazette Municipale*.

BIBLIOTHÈQUE CIVIQUE

8.—Est référée à la sous-commission de la Bibliothèque une lettre du bibliothécaire de Ste-Cunégonde, recommandant de faire relier certains ouvrages.

IMPRESSIONS ET PAPETERIE

9.—Est référée à la sous-commission de la Papeterie et des Impressions une requête de M. A.-P. Pigeon, demandant que certaines annonces de la Ville soient publiées dans le *Bulletin*.

Ajournement.

L. de MONTIGNY,

Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLÉE MENSUELLE DU 13 JUILLET

ORDRE DU JOUR.

REGLEMENTS

- 3^{me} lecture d'un règlement abrogeant le règlement No. 299 *re pain*. (Martin, M.) (17 *Fev*—*imprimé*.)
- 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement à l'effet d'établir un fonds de pension pour les employés municipaux. (Gadbois.) (21 *Fév*.)
- 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement à l'effet d'établir une bibliothèque publique. (Mercier.) (21 *Fév*—*imprimé*.)
- 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement *re* bibliothèque technique. (Lévy.) (2 *Mars*—*imprimé*.)
- 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260 *re* édifices. (Leclaire.) (2 *Mars*—*imprimé*.)
- 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No. 344 *re* entretien des trottoirs pendant l'hiver. (Lavallée.) (2 *Mars*—*imprimé*.)

AVIS DE MOTIONS

- Carter*.—Pour nommer un agent qui sera chargé de faire les achats en général. (23 *Mars*.)
- Carter*.—*Re* enquête sur l'administration du département de Police. (21 *Avril*.)
- Ward*.—Pour abroger résolution *re* gages et heures de travail des journaliers. (27 *Avril*.)
- Martin, M.*—Pour amender la règle No. 122. 18 (*Mai*.)

REGLEMENT

- 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} lectures d'un règlement au sujet de l'enlèvement de la neige, par la Compagnie des Tramways. (L.-A. Lapointe.) (23 *Mars*.)

AVIS DE MOTIONS

- Dagenais*—Pour mettre les Inspecteurs du service de l'Incinération sous le contrôle de la Commission d'Hygiène. (26 *Mai*.)
- Martin, M.*—Pour abroger résolution *re* 3^{ème} lecture du règlement concernant le pain. (1^{er} *Juin*.)

REGLEMENTS.

- 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant et codifiant les règlements relatifs à l'hygiène. (Dagenais.) (9 *Mars*.)
- 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No. 50 concernant les voitures. (Proulx.) (23 *Mars*.)

b) A petition from the City Hay Guide asking for a City constable's badge;

c) An extract from the minutes of the Hygiene and Statistics Committee asking for a filing card for the Food inspector.

"MUNICIPAL GAZETTE"

7.—An extract from the minutes of Council (July 6th), putting certain questions to this Committee anent Mr. Clifford Smith, asst. editor of the *Municipal Gazette*, was deferred until next meeting.

CIVIC LIBRARY

8.—A letter from the librarian of Ste. Cunégonde, recommending that certain works be bound, was referred to the Library sub-committee.

PRINTING AND STATIONERY.

9.—A petition from Mr. A. P. Pigeon, asking that certain advertisements be published in the *Bulletin* was referred to the sub-committee on Printing and Stationery.

Adjourned.

L. de MONTIGNY,
Secretary.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING, 13th OF JULY

ORDER OF THE DAY.

BY-LAWS

- 3rd reading of a by-law to repeal by-law No. 299 *re* bread. (M. Martin.) (17th *Feb*—*printed*.)
- 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to establish a civic pension fund. (Gadbois.) (21st *Feb*.)
- 2nd and 3rd reading of a by-law for the establishment of a public library. (Mercier.) (21st *Feb*—*printed*.)
- 2nd and 3rd reading of a by-law *re* technical library. (Lévy.) (2nd *March*—*printed*.)
- 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 *re* buildings. (Leclaire.) (2nd *March*—*printed*.)
- 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 344 *re* care of sidewalks during winter. (Lavallée.) (2nd *March*—*printed*.)

MOTIONS

- Carter*.—To appoint a general purchasing agent. (23rd *March*.)
- Carter*.—*Re* Police investigation. (21st *April*.)
- Ward*.—To repeal resolution *re* wages and working hours of laborers. (27th *April*.)
- Martin, M.*—To amend Rule 122. (18th *May*.)

BY-LAW

- 1st, 2nd and 3rd reading of a by law anent the removal of snow, etc., by Montreal St. Ry. (L. A. Lapointe.) (23rd *March*.)

NOTICES OF MOTIONS

- Dagenais*—To place the inspectors of the Incineration Department under the control of the Hygiene Committee. (26th *May*.)
- Martin, M.*—To repeal resolution *re* third reading of by law concerning bread. (1st *June*.)

BY-LAWS

- 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend and codify the by-laws concerning health. (Dagenais.) (9th *March*.)
- 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 50 concerning vehicles. (Proulx.) (23rd *March*.)

16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur certaines rues. (Yates). (23 Mars.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210 concernant la Cie des Tramways. (Sadler). (30 Mars.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les différents règlements re taxes. (L.-A. Lapointe). (13 Avril.)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 370. (Lévy). (21 Avril.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 129 re abattoirs. (Lévy). (11 Mai.) (Imprimé.)
21. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pourvoyant au paiement, par les compagnies d'assurance contre l'incendie, de leur quote-part des dépenses du Bureau des Commissaires des Incendies. (L. A. Lapointe.) (26 Mai.) (Imprimé.)
22. 2me et 3me lectures d'un règlement autorisant le gouvernement fédéral à construire une annexe au bureau de poste, au-dessus de la ruelle des Fortifications. (L. A. Lapointe.) (18 Mai—imprimé.)
23. 1ere, 2eme et 3eme lectures d'un règlement pour permettre à J. H. Nault de poser des fils électriques. (Couture.) (13 Avril.)
24. 2me et 3eme lectures d'un règlement à l'effet d'annexer la ville de St-Louis. (Lavallée) (1er Juin.) (Imprimé.)
25. 2eme et 3eme lectures d'un règlement à l'effet d'annexer une partie de la ville de St-Louis. (Lavallée) (1er Juin.)
26. 1ere, 2eme et 3eme lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie de télégraphe "Northern Commercial" de poser des câbles dans les rues. (Larivière) (1er Juin)

RAPPORTS

27. *Finances et Voirie.*—Pour voter \$4,000 pour le pavage de la rue St-Henri. (22 Juin.)
28. *Marchés.*—Pour modifier la résolution relative au pavage autour du Marché Saint-Antoine. (22 Juin.)
29. *Incinération.*—Pour mettre certain terrain sous le contrôle de la Commission de Parcs et Traverses. (22 Juin.)

AVIS DE MOTIONS

30. *Larivière.*—A l'effet d'amender le règlement No 343. (22 Juin.)
31. *Proulx.*—A l'effet d'amender le règlement No 370. (22 Juin.)

REGLEMENTS

32. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'établir un système d'eau à haute pression dans le quartier Ouest. (Lévesque). (8 Juin.) (Imprimé.)
33. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 270. (Nault). (8 Juin.)
34. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement au sujet de la construction de bâtiments dans le quartier Mont-Royal. (McKenna). (15 juin.)

RAPPORT

35. *Feu et Eclairage.*—Pour permettre à la Saraguay Electric Light Coy. de fournir l'électricité. (6 Juillet.)

AVIS DE MOTION

36. *Nault.*—Pour un règlement au sujet du bruit causé par les locomotives. (6 Juillet.)

RAPPORT

37. *Incendies et Eclairage.*—Pour permettre à la "Montreal Ford Agency" d'emmagasiner et de vendre de la gazoline au No. 4 de l'ave Union. (29 Juin.)

AVIS DE MOTIONS

38. *L. A. Lapointe.*—Pour remplir les vacances dans les Commissions. (29 Juin.)
39. *L. A. Lapointe.*—Pour un règlement à l'effet de prohiber le colportage. (29 Juin.)
40. *Lamoureux.*—Pour amender le règlement No. 296 re marchés. (29 Juin.)

16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law concerning buildings on certain streets. (Yates.) (23rd March.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 210 re Montreal St. Ry Co. (Sadler). (30th March.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to codify the different by-laws re taxes. (L. A. Lapointe.) (13th April.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 370. (Lévy.) (21st April.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 129 re abattoirs. (Lévy.) (11th May—printed.)
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to provide for the payment, by Fire Insurance Companies, of their share of the expenses connected with the Board of Fire Commissioners. (L. A. Lapointe.) (26th May—printed.)
22. 2nd and 3rd reading of a by-law to authorize the Dominion Government to extend the Post Office over Fortification Lane. (L. A. Lapointe.) (18th May—printed.)
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow J. H. Nault to string electric wires. (Couture.) (13th April.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to annex the Town of St. Louis. (Lavallée.) (1st June.) (Printed.)
25. 2nd and 3rd reading of a by-law to annex a portion of the Town of St. Louis. (Lavallée.) (1st June.)
26. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Northern Commercial Telegraph Co. to lay cables in streets. (Larivière.) (1st June.)

REPORTS

27. *Finance and Road.*—To vote \$4000 for paving St. Henry St. (22nd June.)
28. *Market.*—To modify resolution re pavement around St. Antoine Market (22nd June.)
29. *Incineration.*—To place a certain piece of land under the control of the Parks and Ferries Committee. (22nd June.)

MOTIONS

30. *Larivière.*—To amend by-law No. 343. (22nd June.)
31. *Proulx.*—To amend by-law No. 370. (22nd June.)

BY-LAWS

32. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to establish a high pressure water system in West ward (Levesque). (8th June—printed.)
33. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270. (Nault). (8th June.)
34. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re construction of buildings in Mount Royal Ward. (McKenna). (15th June.)

REPORT

35. *Fire and Light.*—To allow the Saraguay Electric Light Co. to supply electricity. (6th July.)

NOTICE OF MOTION

36. *Nault.*—For a by-law re noise caused by railway engines. (6th July.)

REPORT

37. *Fire and Light.*—To allow Montreal Ford Agency to store and sell gasoline at No. 4 Union Ave. (29th June.)

MOTIONS

38. *L. A. Lapointe.*—To fill vacancy in civic committees. (29th June.)
39. *L. A. Lapointe.*—For a by-law to prohibit peddling. (29th June.)
40. *Lamoureux.*—To amend by-law No. 291 re markets. (29th June.)

41. *Yates.*—Pour amender le règlement No. 260 *re* édifices (29 Juin.)
 42. *Gadbois.*—Pour amender le règlement No. 270. (29 Juin)

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

41. *Yates.*—To amend by-law No. 260 *re* buildings. (29th June.)
 42. *Gadbois.*—To amend by-law No. 270 (29th June.)

L. O. DAVID,
City Clerk.



Service de l'Incineration AUX ENTREPRENEURS.

Des soumissions cachetées, adressées au soussigné et portant la suscription "SOUMISSION POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ECURIE," seront reçues jusqu'à midi vendredi, le 17 juillet prochain, pour la construction d'une écurie en bois et brique dure de Montréal sur la rue St-Patrice, quartier St-Gabriel.

Les plans et spécifications peuvent être examinés au bureau de M. L. R. Montbriand, architecte, 230 rue St-André.

Les soumissions devront être faites sur des formules qui seront fournies sur demande.

Un chèque certifié et payable à l'ordre du trésorier de la Cité, au montant de 10% devra être déposé entre les mains dudit trésorier.

Un certificat de tel dépôt sera donné à chaque soumissionnaire et devra accompagner la soumission qui sera remise au greffier de la Cité.

Les soumissions seront ouvertes par le greffier de la Cité en présence des intéressés, à la première séance de la Commission de l'Incineration qui suivra leur réception.

La Commission ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune autre des soumissions reçues.

Par ordre,

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,
 HÔTEL DE VILLE.
 Montréal, le 6 juillet 1908.



Incineration Department TO CONTRACTORS.

Sealed tenders, addressed to the undersigned, and endorsed "TENDER FOR THE CONSTRUCTION OF A STABLE" will be received up to noon, on Friday, the 17th July next, for the construction of a stable in wood and Montreal hard brick on St. Patrick street, in St. Gabriel ward.

The plans and specifications may be seen at the office of Mr. L. R. Montbriand, architect, 230 St. André St.

Tenders must be made on forms which will be supplied on application.

A certified cheque equal to 10% shall be deposited with the City treasurer, payable to his order. Each tenderer shall receive a certificate of such deposit, and this certificate shall accompany the tender delivered to the City Clerk.

The tenders will be opened by the City Clerk, in the presence of the interested parties, at the first meeting of the Incineration Committee following the reception of said tenders.

The Committee does not bind itself to accept the lowest or any tenders submitted.

By order,

L. O. DAVID,
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,
 CITY HALL,
 Montreal, July 6th, 1908.



AVENUE PAPINEAU

Homologation d'une ligne, sur les deux côtés, de la rue Lagauchetière à la rue Dorchester, pour l'agrandissement du carré Papineau, dans le quartier Ste-Marie de la Cité de Montréal.

AVIS PUBLIC

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que la Cité de Montréal, par ses conseils et procureurs soussignés, présentera une requête à la Cour Supérieure du District de Montréal, dans la Province de Québec, siégeant comme division de Pratique, en la chambre No 31, au Palais de Justice de cette Cité, mardi, le quatrième jour d'août prochain, à dix heures et demie de l'avant-midi ou aussitôt que conseil pourra être entendu, pour demander que le plan homologué du quartier Ste-Marie de ladite Cité soit modifié en homologant une ligne sur les deux côtés de l'avenue Papineau, de la rue Lagauchetière à la rue Dorchester, pour l'agrandissement du carré Papineau:—le tout tel qu'indiqué sur le plan qui sera produit avec ladite requête.

ETHIER, ARCHAMBAULT, LAVALLEE,
 DAMPHOUSSE, JARRY & BUTLER,
Procureurs de la Cité de Montréal.

HÔTEL DE VILLE,
 Montréal, 9 juillet 1908.



PAPINEAU AVENUE

Homologation of a line, on both sides, from Lagauchetière street to Dorchester street, for the enlargement of Papineau square in the St. Mary's ward of the City of Montreal.

PUBLIC NOTICE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the City of Montreal will, by and through their undersigned Attorneys and Counsel, present to the Superior Court for the District of Montreal, in the Province of Quebec, sitting as practise division, in room No. 31 at the Court-House of this City, on Tuesday, the fourth day of August next, at half past ten o'clock in the forenoon or as soon as counsel can be heard, a petition asking that the homologated plan of St. Mary's ward in the said City be modified by homologating a line on both sides of Papineau avenue, from Lagauchetière street to Dorchester street, for the enlargement of Papineau square:—the whole as indicated on the plan to be filed with said petition.

ETHIER, ARCHAMBAULT, LAVALLEE,
 DAMPHOUSSE, JARRY & BUTLER,
Attorneys for the City of Montreal.

CITY HALL,
 Montreal, 9th July 1908.



RUE ST-ANTOINE

Dans l'instance de l'expropriation pour l'élargissement de la rue St-Antoine (4ième section), de la rue de la Montagne à la rue Guy, dans le quartier St-Antoine de la Cité de Montréal.

AVIS PUBLIC

est par les présentes donné que le rôle de répartition, dans l'instance plus haut citée, est maintenant déposée dans mon bureau, à l'Hôtel de Ville, où les intéressés pourront l'examiner jusqu'à lundi, le 20 juillet 1908, et que mardi, le 21 juillet 1908, à dix heures a.m., j'entendrai toutes les objections qui seront faites concernant ledit rôle de répartition.

JOHN-R. BARLOW,
Inspecteur de la Cité.

BUREAU DE L'INSPECTEUR DE LA CITÉ,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 9 juillet 1908.



St. Antoine Street

In the matter of Expropriation for the widening of St. Antoine Street, (4th section,) from Mountain to Guy streets, in the St. Antoine ward of the City of Montreal.

PUBLIC NOTICE

is hereby given, that the assessment roll in the above matter, is now deposited in my office, at the City Hall, where the interested parties may examine it until Monday, the 20th of July 1908, and on Tuesday the 21st of July 1908, at ten o'clock a.m., I shall hear all complaints that may be made against said roll.

JOHN R. BARLOW,
City Surveyor.

CITY SURVEYOR'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, July 9th, 1908.

PERMIS DE CONSTRUCTION.

BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 9 juillet 1908.

Issued during the week ending the 9th July, 1908.

Date.	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. — Ward.	Propriétaire. — Owner.	Résidence — Residence	Genre. — Description.	Coût. — Cost.
		No.	Rue.—Street.					
July	3	930 N.	Ave Papineau	211-35	St. Denis	Roulean E	992 Hottel-de-Ville	3me cl. \$ 1500 00
"	3	931 N.	Avenue	365	"	Larisee E	347 Second Avenue	" 30 00
"	3	932 N.	St. André	5-522B	"	Senecal F	St. André	" 500 00
"	3	933 R.	Craig West	P. 771	St. Lawrence	Hayes M	129 Craig W.	" 800 00
"	3	934 R.	129 Drummond	1521-1	St. George	Jacobs E. B.	50 McGill College	" 600 00
"	3	935 N.	Berri	9-5-29	St. Denis	Addesso F	Berri	" 500 00
"	3	936 N.	rear Sherbrooke	1720	St. Andrew	Seminary St Sulpice	841 Sherbrooke W.	2me cl. 8000 00
"	3	937 R.	St-Paul & St. Nicholas	P. 33	West	Coristine James	Coristine Building	" 2500 00
"	3	938 N.	St. Augustin		St. Henri	Tweedie & Owens	374 Rosylin	3me cl. 2000 00
"	3	939 N.	Labelle	930	St. Denis	Aubin J. A.	1662 Labelle	" 1800 00
"	3	940 N.	Labelle	Pr. 932	"	Boutin G.	2603 St. Hubert	" 1500 00
"	4	941 N.			"			" 1500 00
"	4	942 N.	Boyer	7-609	"	Charron J.	Napierville	" 2000 00
"	4	943 N.	e. Rosemount	172	Ste. Marie	Wood J. Os	495 Dandurand	" 1800 00
"	4	944 N.	6th Av	172	St. Denis	Trottier C	710 Cowan	" 1800 00
"	4	945 R.	Cowan	8 Subd. 52	St. Georges	Clouston E. S.	Bank of Montreal	2me cl. 3500 00
"	4	946 N.	Upper Peel	Pr. 1766	Ste. Marie	Payment A.	350 Visitation	3me cl. 40 00
"	6	947 N.	Chaussé	1292-55	Hochelaga	Guertin L.	567 Centre	" 500 00
"	6	948 N.	Joliette	29-1135	St. Denis	Morin Jos.	1643 St-Hubert	" 2300 00
"	6	949 R.	Huntly	3-650	St. Gabriel	Lalonde Alf.	480 St. Patrick	" 1200 00
"	7	950 R.	568 St. Patrick		LaFontaine	Succ. Lafontaine	Champlain, N. Y.	" 250 00
"	7	951 N.	357 Ontario Est.	1198 subd. 4 & 5	St. Denis	Thibault Ismael	499 S. Germain	" 1000 00
"	7	952 N.	Ruelle St. Michel	Pr. 30	Hochelaga	Tremblay M.	509 St. Germain	" 1000 00
"	7	953 N.		Pr. 50	"	Gauvin J. A.	850 Ste. Catherine	" 80 00
"	7	954 N.	246 Maisonneuve	390	Papineau	Dawling Albert	481 Huntly	" 500 00
"	7	955 N.	Sherbrooke Ave.	5-617	St. Denis	Therrien F.	179a Dorion	" 4000 00
"	7	956 N.	Dorion	588	Papineau	"	"	" 4000 00
"	7	957 R.			"	Groulx H.	528a St. Emelie	" 100 00
"	8	958 R.	528a Ste. Emelie	1704-352	St. Henri	Lyanan Ern	St. Paul	2me cl. 2000 00
"	8	959 R.	532 Ste. Catherine	Pr. 1492a	St. Andrew	Picard Made G.	54 Dominion	3me cl. 100 00
"	8	960 R.	54 Dominion	P. 66	St. Joseph	Paquette Art.	St. André	" 210 00
"	8	961 R.	St. André	488	St. Denis	Precourt F.	2383 St. Hubert	" 1000 00
"	8	962 N.	2380 St. Hubert	489	"	Smith E.	485 Moreau	" 300 00
"	8	963 N.	Wurtele	2496	Hochelaga	"	"	"
"	8	964 R.	Pine A ve, & Côte des Neiges Road	1726	St. Andrew	Woods Mrs. Alex.	49 Park Ave.	2me cl. 1700 00
"	8	965 R.	980 St. Hubert	Pr. 1200	St. J. Bte	Gravel Alf.	980 St. Hubert	3me cl. 1500 00
"	8	966 R.	194 St. Antoine		St. Joseph	Leroux Mrs. A.	194 St. Antoine	" 650 00
"	8	967 N.	184 McGill		St. Anne	Robinson James	McGill	" 6000 00
"	8	968 N.	Dufferin	488-833	St. Denis	Poirier Ed.	130 Cuvillier	" 1500 00
"	8	969 N.	Delorimier	1247	St. Mary	Barselo E.	655 Delorimier	2me cl. 7000 00
"	8	970 N.	Aylwin	29-1087	Hochelaga	Carrey Israel	539 Aylwin	3me cl. 3000 00
"	9	971 R.	Papineau Ave	329	St. Denis	Thisdale E.	72 Dufferin	" 4000 00
"	9	972 N.	McCord	1421	St. Anne	Lamb S. G.	33 Prince Arthur	" 250 00
"	9	973 R.	Bleury & Jurors	687	St. Laurent	Gurd Chs	Jurors	2me cl. 10000 00
"	9	974 R.	570 St. Patrick	2511	St. Gabriel	Farmer P.	Cote-St-Paul	3me cl. 400 00
"	9	975 N.	60 Notre Dame Est	115	East	Ferner Estate		2me cl. 1600 00
"	9	976 N.	47 Marie-Anne	1-287	Duvernay	Lacombe L.	1 Fabre	3me cl. 1500 00
"	9	977 N.	759 Delorimier	1233	St-Marie	Poisant V.	773 Delorimier	" 5000 00
"	9	978 N.	229 Aylwin	29-107	Hochelaga	Perron Jos.	32 Rousseau	" 400 00

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings.
R.—Réparations.—Alterations.

ALCIDE CHAUSSE,
Inspecteurs des Edifices.—Inspector of Buildings.
Par A. D.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
St. Denis ..	1465 9	29 juin 1908.	21 sep. 1907	La C. des T. du P. Am.	L. Marin	5-24, P. 5-25.	3597	Dufferin	L	\$ 688 75
Hochelaga ..	146531	29 " " "	26 juin 1908	A. Bolté & al.	De Jos. Couture	29-494	2750	Forsyth	L	400 00
Ste. Marie ..	146532	29 " " "	18 " " "	A. Bertrand	Nap. Pelletier	166-229	2452	314 Havre	B	Rémère.
St. J. Bte. ...	146537	29 " " "	19 " " "	S. Berlind	Ve Wm Searle	458-18	1291-6	36 à 38 Marie-Anne	B	4200 00
Hochelaga ..	146542	29 " " "	25 " " "	U. H. Dandurand	M. C. Cullins	23-226 & 227, 23-230 & 231	10560	Forsyth	L	1650 00
St. Denis ...	146562	30 " " "	19 " " "	Jos. Fortier	Jos. Bussièrès	P. 211-73	556	Papineau	B	150 00
do	146573	31 " " "	27 mai " "	The Amh. P. L. Co	J. Tourangeau	5-126	2477	1793 Dufferin	B	345 00
St. Gabriel ..	146578	30 " " "	12 juin 1908	Alf. Ward	J. Irvine	P. 3351, P. 3352	3695	281 à 283 Charlevoix	B	4600 00
Hochelaga ..	146595	30 " " "	27 " " "	A. Couture	Delle C. Groulx	29-12	2125	16 à 18 Joliette	B	3200 00
St. Denis ...	146596	30 " " "	22 " " "	De C. M. McCaughan	S. Brunet	7-313 & 314	5450	2251 St. Hubert	B	1850 00
Hochelaga ..	146613	30 " " "	19 " " "	Suc. H. Hogan	Ion Jegievicz	148-25-3, 148-2584	4000	Hogan	L	382 50
St. Denis ..	146614	30 " " "	23 " " "	T. E. Johnston	A. Constantino & al.	1-154 à 156	3420	Marquette	B	1200 00
do	146618	2 juillet " "	26 sep. 1906	The Amh. P. L. Co	P. Bussièrès	488-70a	2375	Boyer	L	175 00
St. J. Bte. ...	146621	2 " " "	30 juin 1908	The M. L. & M. Co	P. N. Ménard	P. 15-419 & 420	3900	971 à 977 St. Denis	B	7250 00
St. Henri ...	146626	2 " " "	23 " " "	J. Lecavalier	La Cité de Montréal	P. 1716	77	2690 à 2692 St. Jacques	B	845 80
St. J. Bte. ...	146628	2 " " "	6 mai " "	Ve J. Price	De E. B. Barber	P. N. O. 464	3495	Mitcheson	L	1 00
Ste Cuné- gonde	146635	2 " " "	9 fév. " "	J. U. Lalonde	Z. Trudeau	683	2400	250 à 252 Delisle	B	4000 00
St. Denis ...	146640	2 " " "	2 juin " "	H. Ehrnstein & al	M. Smilovich	7-149	2175	2155 à 2157 St. Hubert	B	3400 00
do	146649	2 " " "	30 " " "	Shérif de Montréal	John W. Verner	196-75	2550	867 Drolet	B	2600 00
Mont-Royal ..	146655	3 " " "	29 " " "	J. E. M. Leleuvre	A. Champeau & al	P. 142	5207	Côte des Neiges Road	B	4000 00
Ste. Marie ..	146664	3 " " "	29 " " "	Ve C. Sheppard	E. Robert	173-264 & 265	5000	Chapleau	L	700 00
St. Denis ...	146688	4 " " "	3 juil. " "	The St. D. Land Co	A. Paré	1/2 N. O. 8-190	2750	Cowan	L	202 25
do	146689	4 " " "	3 " " "	do	D. Renaud	1/2 S. E. 8-562	2500	Huntley	L	212 50
do	146690	4 " " "	3 " " "	do	T. H. Kirk	1/2 S. E. 8-538	8247	do	L	262 50
St. J. Bte. ...	146693	4 " " "	2 " " "	J. Lanctot	De Louis Boyaner	418	8247	1340 à 1344 St. Laurent & 161 à 165a Mitcheson	B	13000 00
St. Denis ...	146700	4 " " "	2 " " "	S. Corbeil	Ve S. B. dit Jarry	490-382, 383, 384	7000	St. Hubert & Côte St. Michel	L	Rétro- cession. 1500 00
do	146709	4 " " "	1 " " "	L. Landry	L. J. Doucet	1/2 N. O. 8-754	2536-6	Labelle	B	

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

St. Laurent..	72342	29 Juin 1908.	20 juin 1908	Suc. Wm Moodie	Ve Wm Cooper	1/2 S. E. 42-B-15, P. S. E. 75	2237-6	Mance & 185 St. Laurent	B	7000 00
LaFontaine..	72343	29 " " "	27 " " "	De M. Pagnuelo et al	C. R. Delval	P. 1193-3	1235	564 St. André	B	3000 00
St. Louis ...	72344	30 " " "	29 " " "	F. Lapointe	E. J. Morin	638	1407	369 à 371 Ave H. de V.	B	4650 00
do	72353	31 " " "	27 " " "	F. Dillon	Ve M. Côté	327-10	1539	15 à 17 Dumarais	B	1000 00
Lafontaine..	72356	30 " " "	30 " " "	C. R. Delval	J. M. Arsenault	1193-3	1235	564 St. André	B	Rémère.
St. Laurent..	72367	2 juillet " "	3 " " "	Ve W. Cooper	J. I. Cohen	553	3586	108 à 114 St. George	B	9200 00
do	72368	2 " " "	26 " " "	De Fredk Smith	H. M. Levinoff	317	6048	240 à 246 St. Chs Borr	B	10500 00
Lafontaine..	72371	3 " " "	1 juil. " "	Ve J. I. Dumont	Levi Abi.	1207-157	2256	94 Montana	B	1200 00
St. Jacques..	72383	3 " " "	25 juin " "	D. H. Duverger et al	De I. Blumenthal	790	4288	4831 Ste. Catherine	B	43000 00
St. Laurent..	72393	4 " " "	30 " " "	Suc. John Platt	Ecole Technique de Montréal	169	153942	70 Sherbrooke	B	150000 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St. André ...	145733	29 juin 1908	17 juin 1908	Suc. Hon. L. Holton	D. L. McGibbon	1748-6	7725	Ontario Ave	L	12360 00
St. George ..	145742	2 juillet " "	15 " " "	E. F. Symmens et al	De T. J. Drummond	1462	7200	512 Sherbrooke	B	27500 00
St. André ...	145713	2 " " "	2 juil. " "	Sém. SS. de Montréal	E. St. Pierre	P. 1653-19	2956	Tupper	L	2881 00
do	145744	3 " " "	27 " " "	Suc. De Hon. L. Holton	Hon. Robt Ma kay	1748-1 à 5	38724	653 Sherbrooke	B	60000 00
St. George ..	145747	4 " " "	3 " " "	Suc. W. Drake	J. H. Maher	1840-4	2893-3	215 Milton	B	4750 00

a { B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,
Registraire de la Ville.—Registrar.
Par A. SAUVÉ.